

***l'Anti*capitaliste**

n°545 | 26 novembre 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

Lois liberticides, violences d'État, chasse au migrant·e·s

CONTRE L'AUTORITARISME

En Marche



MOBILISATION GÉNÉRALE!

Dossier

**VOUS AVEZ DIT
«CLASSE OUVRIÈRE»?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Chasser ce pouvoir avant
qu'il ne nous chasse...

Page 2

PREMIER PLAN

Covid. Déconfiner...
le Black Friday?

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Coronavirus. Le Covid en Calabre:
une parabole italienne

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Contre les licenciements partout:
en lutte, avec les salariéEs de
«TUI-France»

Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

Chasser ce pouvoir avant qu'il ne nous chasse...

Lundi soir, sur ordre de la préfecture, les forces de police ont violemment démantelé le camp de migrantEs qui s'était installé un peu plus tôt place de la République à Paris. Sous des tirs de gaz lacrymogène et de grenades de désencerclement, avec un usage intensif de la matraque, des centaines de migrantEs ainsi que différents soutiens et même des éluEs ont été dispersés avec une très grande brutalité. Des images qui ont fait le tour des médias et des réseaux sociaux et qui n'ont pas manqué d'« émouvoir » jusqu'à de biens hypocrites représentantEs de ce gouvernement... dont Darmanin lui-même!

Ce nouvel épisode de la chasse aux migrantEs – particulièrement active avec ce pouvoir – éclaire de façon très brut(ale) la façon dont Macron, Darmanin et leurs amis, le préfet Lallement et consorts, veulent maintenir leur ordre. D'abord parce que depuis plusieurs mois, en évacuant successivement plusieurs campements précaires dans Paris et à la périphérie sans rien proposer en termes d'accueil, ils mettent en œuvre une politique particulièrement criminelle, en particulier dans le contexte de la crise sanitaire. Des migrantEs et réfugiéEs souvent contraints de fuir la misère et la guerre de leur propres régions d'origine pour se retrouver ici parqués, traqués, poursuivis. Quand on connaît les responsabilités de l'État français concernant les guerres et les prétendus partenariats économiques qui sèment la misère et les violences et provoquent l'exil...

Ce qui s'est passé place de la République lundi soir montre aussi en quoi vouloir faire interdire la diffusion des images qui montrent les violences policières – comme veut le faire cette majorité dans l'article 24 de sa loi « sécurité globale » – c'est affirmer une volonté d'invisibiliser celles et ceux qui subissent ces violences, à commencer par les plus précaires... tout en garantissant l'impunité de ceux qui les exercent. La leçon vaut pour toute la société, en particulier pour celles et ceux qui résistent, contestent. La lutte pour l'accueil des migrantEs se conjugue pleinement avec la défense des libertés démocratiques de touTEs. Les mobilisations de ces prochaines semaines, tant l'acte 4 des sans-papiers vendredi 18 décembre que l'ensemble des initiatives contre les lois liberticides, doivent marquer la construction d'une solidarité concrète, d'une convergence contre la fuite en avant d'un pouvoir qu'il devient urgent, voire vital, de stopper.

BIEN DIT

Les interpellations sans motif de journalistes, les violences ou les intimidations qui ont accompagné les manifestations contre le dispositif « Sécurité globale » confirment malheureusement que dans un État soumis à la volonté de sa police, la loi n'est déjà plus un préalable nécessaire à la restriction des libertés.

ANDRÉ GUNTHERT (Enseignant-chercheur)
Mediapart, 23 novembre 2020.

À la Une

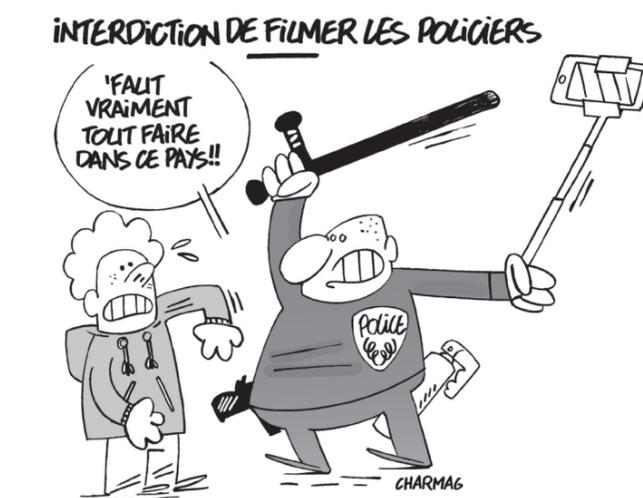
LOIS LIBERTICIDES, VIOLENCES D'ÉTAT, CHASSE AU MIGRANT·E·S

Contre l'autoritarisme en marche, mobilisation générale!

La loi dite de « sécurité globale », votée ce mardi à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une « procédure accélérée », constitue un pas supplémentaire dans le renforcement de l'arsenal sécuritaire du pouvoir. Une accélération du cours autoritaire de la Macronie, qui ne s'arrêtera que si nous l'arrêtons.

Incapable de gérer la crise sanitaire et ses dramatiques conséquences sociales, le gouvernement entend opérer un tour de vis sécuritaire supplémentaire en s'en prenant une fois de plus violemment à nos droits et aux libertés, dont la liberté de la presse. Le projet de loi « séparatisme » (rebaptisé « consolidant les principes républicains ») et le déchaînement de violences policières contre les migrantEs participent de la même tendance : le renforcement du cours autoritaire-raciste de la Macronie, qui ne se contente pas d'emprunter sa rhétorique à l'extrême droite mais met en œuvre des pans entiers de sa politique.

Police partout, images nulle part
Symbole de cette volonté de museler toute potentielle contestation sociale, l'article 24 dont l'objectif est d'empêcher la diffusion d'images de policiers en exercice, et donc de violences policières. C'est notamment autour de cet article particulièrement scandaleux que la mobilisation a commencé à s'organiser, contraignant Gérard Darmanin à proposer des amendements, qui sont toutefois très loin de constituer un véritable recul du gouvernement. L'article 24, même légèrement modifié, est en effet toujours là, et il est en outre la partie émergée de l'iceberg ultra-sécuritaire et liberticide que représente la loi « sécurité globale ». Cette nouvelle loi sur la sécurité, qui viendrait s'ajouter à la trentaine déjà votées et mises en œuvre depuis 20 ans, a en effet pour objectif, en instrumentalisant lamentablement le contexte des récents assassinats de Nice et de Conflans, de restreindre encore un peu plus les libertés et de donner toujours plus de pouvoir aux forces de répression.



Comme l'explique la Quadrature du Net, « l'article 21 autorisera la transmission en temps réel des vidéos enregistrées par les caméras individuelles de chaque brigade de police et de gendarmerie, ouvrant la voie à la vidéosurveillance automatisée et particulièrement à la reconnaissance faciale généralisée ». L'article 22, quant à lui, « autorisera la surveillance de masse de nos rues par drones, ce qui n'augmentera pas la protection de la population mais servira surtout à renforcer des stratégies violentes du maintien de l'ordre, visant notamment à épuiser et dissuader les manifestants d'exercer leur liberté fondamentale d'exprimer leurs opinions politiques ».

Contre-révolution préventive
Un pouvoir qui assimile les manifestantEs à des terroristes, qui entend se donner les moyens « légaux » de contrôler, de dissuader voire d'empêcher toute expression d'une opposition populaire, c'est un pouvoir qui devient chaque jour de plus en plus autoritaire. Ce cours

autoritaire ne vient pas de nulle part : la Macronie n'opère pas une simple « fuite en avant », mais a fait de l'ultra-répression un mode de gouvernance, qui vise à pallier son absence de légitimité et son incapacité à arracher un quelconque consentement à ses « réformes » par un recours de plus en plus étendu à la répression. La séquence actuelle pourrait même être qualifiée de « contre-révolution préventive » : la colère et la contestation sociale sont certes là, mais même les plus optimistes de notre camp social ne peuvent considérer que le niveau de mobilisation depuis la rentrée mettrait en péril le gouvernement. Il s'agit en revanche pour ce dernier d'anticiper les explosions sociales qui ne manqueront pas de survenir à court ou moyen terme, produites par la combinaison entre la crise sociale qui s'accélère, la colère populaire qui n'a pas disparu depuis le soulèvement des Gilets jaunes et l'incapacité structurelle du gouvernement à souder derrière lui un bloc social suffisamment étendu.

Amplifier le rapport de forces
Dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement espère peut-être faire passer sa loi « sécurité globale » en douce, sans avoir à affronter de mobilisation. Ce n'est pas le cas, et nous pouvons nous en réjouir ! Il s'agit désormais d'amplifier ce rapport de forces, en exigeant le retrait total de la loi « sécurité globale » et en s'opposant, en outre, à toutes les attaques portées contre celles et ceux qui refusent de baisser les yeux face au pouvoir. Le projet de dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) fait ainsi partie de la même politique, dont l'objectif est de faire taire toute critique de leur « ordre républicain ». Le projet de loi « séparatisme » (rebaptisé « consolidant les principes républicains »), qui arrivera sur la table du Conseil des ministres le 9 décembre, vise entre autres à généraliser la possibilité de ces dissolutions, porte ouverte à toutes les décisions administratives racistes et arbitraires. Au-delà, c'est de l'ensemble de la politique du gouvernement qu'il va falloir se débarrasser : le cours autoritaire du pouvoir est en effet, comme on l'a vu, le miroir de sa faillite dans la gestion de la crise sanitaire, qui lui fait redouter un incendie qu'il ne pourrait éteindre. L'heure est donc à la mobilisation générale face à un pouvoir qui est prêt à tout, y compris l'écrasement des droits démocratiques élémentaires, pour sauver un système aussi dangereux qu'à bout de souffle, accélérant le processus de fascisation des institutions bourgeoises. Il n'y a donc pas à tergiverser : nos libertés, nos droits, nos vies... pas leurs profits !
Julien Salingue

COVID

Déconfiner... le Black Friday?

« Il n'est pas question d'annoncer le déconfinement mardi soir », Macron lui-même a tenu à mettre les choses au point [NDLR: cet article est écrit avant l'intervention de Macron]. Il affirme vouloir donner « de la cohérence, de la clarté, un cap », en un mot tout ce qui fait défaut depuis des mois à la politique de l'exécutif.

Celle-ci n'a cessé d'être ballottée au jour le jour, entre l'impératif du « business d'abord » et celui de contrôler l'épidémie, pour éviter que le système hospitalier ne soit débordé, avec pour conséquence des dizaines de milliers de morts supplémentaires. Dans l'attente d'une vaccination de masse au cours de l'année 2021, Macron, Castex, Vèran n'envisagent pourtant rien d'autre que la prolongation de ce qui n'a pas

fonctionné : contraintes autoritaires et sanctions, loin d'une politique démocratique de prévention.

Le commerce d'abord, nos vies plus tard

Le seul véritable « déconfinement » prévu à la fin du mois de novembre est en réalité celui du commerce. Les petits commerces dits « non essentiels » seraient autorisés à rouvrir, permettant aux grandes surfaces d'en faire de même dans tous leurs rayons.

Bruno Lemaire, héros autoproclamé d'un bras de fer (!) avec Amazon, a annoncé le report d'une semaine de la grande foire commerciale du « Black Friday »... dont les véritables bénéficiaires seront en réalité les plateformes en ligne et la grande distribution. Quant à nos vies, elles resteront pour l'instant confinées, rythmées par les « attestations de déplacement », les contrôles et des amendes pour les récalcitrantEs. Notre droit d'aller au travail, pour celles et ceux qui ont un

emploi ou étudiant, sera seulement élargi à celui « d'acheter plus », pour celles et ceux qui en ont les moyens. Pour le reste, rien ne devrait changer en attendant les fêtes de fin d'année, où, si nous respectons bien les consignes, une « permission » pourrait nous être accordée. Un confinement plus ou moins « allégé » serait de toutes façons maintenu jusqu'à une vaccination massive de la population s'échelonnant au cours de 2021.

Jusqu'où serrer la vis?

Devant la commission d'enquête du Sénat, Castex, satisfait, n'a pas hésité à déclarer : « Nous avons toujours pris les décisions qui étaient les meilleures possibles en fonction de l'évolution du virus ». Au nombre de ces « meilleures décisions », il faut bien sûr compter le manque de tests et de suivi des personnes contaminées, puis la politique absurde, aboutissant à ce que

Un monde à changer

NON, LA VIE DES FEMMES N'EST PAS UNE MARCHANDISE. Pour Macron et son gouvernement, tout doit être rentabilisé. Y compris les violences faites aux femmes dont la dénonciation explose (+ 192% au 1^{er} semestre 2020). Comme le dénonce un appel des associations féministes, ce gouvernement, « à travers les annonces de Marlène Schiappa puis d'Élisabeth Moreno, actuelle ministre déléguée chargée de l'Égalité femmes-hommes, a décidé de mettre en concurrence le réseau qui gère le 3919, via la création d'un marché public ». Cela aura des conséquences pour les 2000 personnes qui appellent chaque semaine le 3919 (7000 pendant le 1^{er} confinement). C'est pour le moins un non-sens absolu, et cela risque juste de détruire un outil construit par l'engagement militant, en particulier celui du tissu militant organisé par la Fédération nationale solidarité femmes (qui regroupe 73 associations). C'est cette structure qui avait ouvert en 1992 une ligne d'écoute pour les femmes victimes de violences et qui, depuis 2007, anime le 3919 avec l'appui d'une douzaine d'autres associations nationales. Comme le souligne l'appel, « la lutte contre les violences et la protection des femmes est une cause d'intérêt général et non une activité marchande à laquelle on peut appliquer les lois du marché. » D'abord parce que l'écoute indispensable à l'établissement d'un cadre de confiance pour les personnes victimes est en totale contradiction avec les

critères de rentabilité : *time is money* pour les intérêts privés. Or, « ces appels nécessitent une écoute particulière, une formation et une qualification. Il s'y joue un travail de déconstruction, avec les victimes, des mécanismes à l'œuvre dans les violences sexistes. De surcroît, l'écoute est le premier jalon de la relation de confiance. Quiconque s'est intéressé à l'emprise et aux violences conjugales sait qu'il faut parcourir un long chemin pour en sortir : la qualité de l'accompagnement lors des premiers instants est cruciale. » De plus, argumente l'appel, « le 3919 fonctionne grâce à une connaissance fine des dispositifs de soutien aux victimes et s'appuie sur un maillage associatif dense, capable de prendre en charge les femmes pour un accompagnement à l'hébergement ou pour un appui psychologique, juridique ou social. Passer le 3919 en "marché public", c'est prendre le risque de perdre cette richesse et de fragiliser une coordination d'associations engagées contre les violences faites aux femmes. »

C'est l'inverse de ce que fait le gouvernement qui est à l'ordre du jour : construire toutes les initiatives militantes de solidarité qui aident à libérer la parole, que ce soit par des actions de collages, des actions de visibilité, des manifs de rue ; créer des dispositifs de logement, de soutien psychologique pour accompagner les femmes dans la réappropriation de leur vie et de leurs choix.

RENAULT L'ingénierie/tertiaire maintenant visée

Le plan Renault de suppression des 4 600 emplois en France et de 15 000 dans le monde avait été annoncé à la fin du mois de mai 2020. Dans les semaines qui ont suivi cette annonce, des mouvements de grève successifs et séparés ont eu lieu dans plusieurs des usines visées par une fermeture, celles des Fonderies de Bretagne, de Maubeuge, de Flins et de Choisy. Si un sursis a été obtenu pour certaines, objectif et calendrier de suppression de 4 600 emplois sont restés inchangés.

Un accord déclinant ce plan dans les domaines de l'ingénierie tertiaire, la moitié des effectifs de Renault en France aujourd'hui, vient d'être accepté par les syndicats CGC, CFTD et FO qui disposent des suffrages nécessaires aux élections professionnelles pour le valider « juridiquement ». Entre cette validation juridique et l'application du plan de suppressions d'emplois sur le terrain, il y a tout l'espace des luttes possibles pour le contrecarrer. Voilà ce qu'oublie tous les commentateurs qui applaudissent au succès de ce « dialogue social » imposé.



BRUNO ARLEQUIN

Trois dispositifs pour supprimer les emplois

Les suppressions d'emplois annoncées reposent sur l'utilisation combinée de trois dispositifs : des ruptures conventionnelles collectives, du chômage partiel et des reconversions formation, et des dispenses d'activités selon l'âge. Avec la montée actuelle du chômage, il est probable que les candidats « volontaires » à une rupture conventionnelle ne seront pas nombreux, d'autant que les activités professionnelles aux techniques les plus récentes sont exclues du dispositif. Sur le seul site de Lardy,

140 « volontaires » sont à trouver sur un effectif de 600 salariéEs concernés. Quant au dispositif de formation reconversion prévu, l'« A.R.M.E. » (pour Activité réduite pour le maintien dans l'emploi), il instaure la possibilité de mettre un salarié en chômage partiel de longue durée sous couvert d'une « formation reconversion » à mi-temps financée par le salarié lui-même et les fonds publics, tout en ne coûtant rien à Renault. Aux 1500 emplois Renault dans l'ingénierie et aux 1000 dans le tertiaire (directions Qualité, Commerce, Informatique, Finance...) déjà menacés de suppression, s'ajoutent

chez les sous-traitants la suppression de 2900 postes et la délocalisation de 2400 autres. Bien sûr, la rupture du contrat entre Renault et une entreprise sous-traitante relève du seul droit des affaires. Un beau moyen pour s'affranchir des règles qui existent encore dans le droit du travail !

Une riposte à construire

Qui plus est, les possibilités induites par le développement des échanges numériques concourent, en plus du télétravail, à une nouvelle phase de délocalisations d'activités. Celles-ci concernent maintenant des activités

autrefois privilégiées par rapport à la production de biens matériels en usine. Dans le cas de l'ingénierie Renault, la délocalisation de 2400 postes de travail est ainsi envisagée chez les sous-traitants. Déjà, les contrats signés avec eux stipulent qu'une partie des activités contractées doit être effectuée dans des pays à bas coût. Tous les salariéEs dans les usines et les centres d'études sont visés par les attaques contenues dans le plan Renault. Le télétravail actuellement massif sur les sites de Guyancourt et de Lardy, le confinement, qui s'arrête aux portes des lieux de travail alors que le covid y sévit comme ailleurs, sont facteurs de désorganisation des ripostes.

Dans cette situation, les responsabilités sont plus précises notamment pour les syndicats non signataires, ceux de la CGT et de SUD, ainsi que pour tous les militantEs décidés à lutter. Le tout ensemble toujours indispensable se prépare maintenant. Les suppressions d'emplois dans les usines et les filiales du groupe n'ont pas été encore abordées. La direction de Renault a choisi de découper ses attaques tranche par tranche. Mais les salariéEs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant blog auto

Le chiffre

+ 269%

Selon un rapport de l'Observatoire des multinationales en partenariat avec Attac France, les dividendes distribués aux actionnaires des entreprises françaises du CAC40 ont, depuis 20 ans, explosé, avec une augmentation de 269%.



Agenda

Judi 26 novembre, rassemblement contre la répression à la Poste, Perpignan. À 18h au Centre courrier de Saint-Génis-des-Fontaines (avenue Guynemer).

Judi 26 novembre, rassemblement pour la santé, la démocratie et la justice sociale, Grenoble. À 18h devant la préfecture de Grenoble (place de Verdun).

Judi 26 novembre, rassemblement contre la loi de sécurité globale, Quimper. À 18h devant la mairie, 44 place Saint-Corentin.

Samedi 28 novembre, marche des libertés contre les lois liberticides, Paris. À 14h au départ de République.

Samedi 28 novembre, rassemblement contre la loi de sécurité globale, Montbéliard. À 14h30 à la Pierre à Poissons (Montbéliard).

Samedi 5 décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris. À 14h, départ de la mairie des Lilas jusqu'à Stalingrad.

Vendredi 18 décembre, Acte 4 des sans-papiers, Paris. À 18h à Opéra.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

La lutte contre le changement climatique s'accélère!

EMMANUEL MACRON, Twitter, 20 novembre 2020.

CONTRE LE CORONAVIRUS ET LE CAPITALISME



NOS VIES VALENT PLUS

QUE LEURS PROFITS!

le million de tests hebdomadaires ne servent à rien, pour finir en septembre par le retour au travail et la réouverture des lieux d'enseignement sans garanties ni protection suffisantes. Aux yeux du Premier ministre, le seul problème est que le « peuple français » n'a pas respecté « avec suffisamment de zèle » les consignes de

ses dirigeants, les gestes barrières et la distanciation sociale. La conclusion coule de source : face à l'indiscipline dudit « peuple français », il faut, tout en faisant tourner la machine à profits, continuer de « serrer la vis », en veillant toutefois à ce que l'exaspération ne se transforme pas en révolte. Tel est l'enjeu des arbitrages présidentiels.

Il existe des alternatives pour combattre le Covid

En attendant qu'une immunité suffisante soit créée par l'arrivée d'un vaccin fiable, la lutte pour faire régresser l'épidémie doit se poursuivre et même s'intensifier. Dans cette voie, la stratégie autoritaire choisie par le pouvoir n'est pas seulement liberticide, elle est inefficace.

Il existe une autre voie possible, qui repose sur l'alliance entre les professionnelles de santé, apportant sur le terrain leurs connaissances et leur savoir-faire, et celles et ceux qui, sur leurs lieux de travail, d'études, de vie, sont les plus à même de définir et mettre en œuvre les meilleurs moyens de se protéger et d'éviter la propagation du virus.

La même démarche démocratique et participative doit s'appliquer à la stratégie du « tester, tracer, isoler » permettant de remonter et de tarir

les chaînes de contamination. Les mesures punitives qu'envisage le pouvoir contre les personnes contaminées qui ne s'isoleraient pas seraient un nouveau pas dans la mauvaise direction. Il faut leur opposer l'envoi d'équipes sur le terrain, au domicile, non seulement pour tester, mais pour débattre et décider, avec les malades et leurs proches, des meilleurs moyens d'isolement, leur garantir les moyens matériels nécessaires (revenus, chambre d'hôtel, solutions pour la famille et les enfants) et assurer le suivi.

Contre le Covid, les pratiques de santé communautaire, la démocratie et l'auto-organisation ne sont pas un « luxe » ou des idéaux abstraits, mais des moyens de lutte efficaces, qu'il faut imposer, si l'on veut éviter la « 3^e vague » à laquelle mène tout droit la politique de l'exécutif.

Jean-Claude Delavigne

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRÈCE Une grosse baffa à Mitsotakis et ses mesures liberticides!

Chaque année, le mouvement ouvrier et la jeunesse scolarisée commémorent la révolte des étudiantEs de l'École Polytechnique en 1973 contre la junte militaire, révolte réprimée par les tanks avec entre 40 et 80 morts mais qui a signé le début de la fin pour la junte. Cela déplaît évidemment à la droite, qui essaie de neutraliser ou empêcher ces journées.

On savait qu'avec l'explosion des contaminations cet automne, due à la seule politique du gouvernement ultra libéral, le 17 novembre serait différent, sans caractère de masse, même si syndicats et partis de gauche ont organisé ces derniers mois de belles manifs avec toutes les précautions sanitaires.



SEK

Le Covid, prétexte pour baillonner la colère populaire

Très tôt, c'est Chrysochoïdis, ministre de la Police, qui a donné le ton : interdiction de toute manif... pour raisons sanitaires. Face au refus massif, le comble est venu avec l'interdiction des rassemblements de plus de trois personnes (sous peine de fortes amendes)... entre le 15 et le 18 novembre ! Du coup, une réponse sur le terrain s'imposait, mais avec un caractère d'autant plus limité que, cette fois, le danger de contamination se concrétisait : la répression policière casserait les précautions sanitaires. Mais, même si c'est ce qui s'est passé le 17, avec une répression violente, des arrachages de masques, des arrestations dans plusieurs villes, les mesures liberticides ont renforcé la volonté de casser dans la rue une mesure digne de la junte ! Rassemblement surprise de 250 militantEs du KKE (PC grec) à côté de l'ambassade US, dépôt de gerbes à la résistance par les cadres du KKE, par ceux de Syriza, « manif » de 6 députés de Mera 25 (Varoufakis), et dans tout le pays, des milliers de (très nombreux jeunes) militantEs de la gauche anticapitaliste, du KKE, syndicalistes, en rassemblements ou manifs souvent réprimées avec rage, notamment à Athènes par des flics furieux des initiatives imposées le matin. Mais le 17 au soir, il suffisait de voir l'air dépité de Chrysochoïdis : le 17 novembre a été une grosse claque pour la droite !

Un premier pas unitaire à consolider

Ce succès doit être un encouragement aux luttes et à la dénonciation de « l'orbanisation » flagrante du Premier ministre Mitsotakis et de sa clique, la prochaine étape étant une grève nationale le 26 novembre, Mais pour avancer, il faudra pousser très fort à l'unité d'action, et il faut souligner un petit signe important dans le contexte sectaire grec : un texte de dénonciation des interdictions signé par KKE, Syriza, Mera 25 et de très nombreux et nombreuses militantEs syndicaux. Et des présences communes ici ou là le 17. Mais on a du boulot : d'un côté, les mots d'ordre du KKE le 17 étaient souvent l'autocélébration du KKE, de l'autre, une bonne partie de la gauche anticapitaliste, dont nos camarades de NAR, le principal groupe, privilégie la seule « désobéissance » et a retiré ses signatures du texte « unitaire » parce que signé par les députéEs Syriza et Mera 25. NAR critique aussi les apparitions de Syriza et Mera — qui n'ont certes pas mobilisé leurs militantEs — alors que tout ce qui a été fait le 17 a clairement été perçu comme affaiblissant la droite. Alors, plus que jamais, bien sûr une critique indispensable des voies réformistes, mais aussi construire l'unité d'action, avec, pourquoi pas, en perspective une manif unitaire de masse contre la catastrophe sociale et sanitaire qu'est ce gouvernement !

À Athènes, A. Sartzekis

ÉTATS-UNIS Trump, le virus, la crise

À l'approche de Thanksgiving, Trump continue de contester les résultats des élections, sur fond de crise sanitaire, économique et sociale.

Thanksgiving est une fête célébrée aux États-Unis le 4^e jeudi de novembre. Le premier Thanksgiving mythique a eu lieu en 1620 lorsque les pèlerins qui avaient émigré d'Angleterre en Amérique se sont réunis pour remercier Dieu pour une récolte abondante, célébrant avec les « Indiens » qui les avaient aidés à survivre à leur première année dans le Massachusetts. L'événement a été le prélude à la catastrophe démographique (la maladie a décimé la plupart des peuples autochtones) et le début d'une conquête de près de 300 ans, marquée par le génocide de nombreuses tribus, la réduction en esclavage d'autres, l'énorme vol de terres sur tout un continent, et l'établissement de la société blanche, protestante et capitaliste qui est devenue les États-Unis.

Trump battu à la régulière

Dans l'Amérique moderne, Thanksgiving a largement perdu sa signification patriotique et est peut-être la fête familiale la plus populaire, célébrée par touTEs. Bien qu'en ce mois de novembre, il semble y avoir beaucoup moins de raisons d'être heureux [thankful]. Trump continue d'essayer d'annuler le résultat de l'élection présidentielle qu'il a clairement perdue contre Joseph Biden. La pandémie se propage sans contrôle dans tout le pays. Et l'économie sombre au milieu

des fermetures, des couvre-feux et des licenciements.

Les élections américaines ont été vraiment démocratiques puisque 155 millions de personnes ont voté, représentant 65% de l'électorat, le taux de participation le plus élevé depuis 1908. Le vote populaire (au 19 novembre, avec des votes toujours en train d'être comptés) était de 79 548 961 voix pour Biden contre 73 621 808 pour Trump. Lorsque tous les votes seront comptés, Biden battra Trump au Collège électoral par 306 votes contre 232. Trump a intenté des dizaines d'actions judiciaires dans divers États pour tenter d'annuler les élections, presque toutes ont été rejetées. Il envisage de faire appel à la Cour suprême, où six juges sur neuf sont conservateurs dont trois nommés par Trump. Son avocat, l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, affirme toujours que l'élection a été volée. Et un autre avocat de Trump, Sidney Powell, prétend de manière absurde que « l'argent communiste » de Chine, de Cuba et du Venezuela serait à l'origine d'une victoire frauduleuse de Biden.



Fausses informations et mensonges

La Constitution prévoit que si aucun candidat à la présidence ne recueille la majorité absolue des suffrages au Collège électoral, la Chambre des représentants se réunit pour élire le président. C'est ce que Trump semble vouloir obtenir : en vertu d'une loi de 1876, chaque délégation d'État de la Chambre des représentants dispose d'une voix, ce qui donnerait l'avantage aux Républicains. (Les Démocrates sont maintenant majoritaires à la Chambre sur la base de la représentation proportionnelle, mais en vertu de la loi de 1876, la règle est un État, une voix et les Républicains représentent plus d'États.) Si Trump réussissait à obtenir cela, cela déclencherait sûrement une révolte nationale. Un grand nombre de politiciens républicains, cependant, ont reconnu la victoire de Biden et ont exhorté Trump à le faire. Pourtant, environ 80% des électeurEs de Trump — 60 millions de personnes — croient qu'il a remporté l'élection, et il continue de les nourrir de fausses informations et de mensonges. Après que Fox News, de

droite, a reconnu la victoire de Biden, Trump a rompu avec Fox. Depuis lors, des millions de ses adeptes se sont tournés vers les émissions de chaînes d'information encore plus de droite extrémiste : NewsMax et One America News (AON). Trump a donc toujours sa base.

Confusion sanitaire venue d'en haut

Pendant ce temps, le Center for Diseases Control (Centre pour le contrôle des maladies) et sept gouverneurs d'État ont exhorté les AméricainEs à ne pas voyager pour Thanksgiving, craignant qu'il y ait une myriade d'événements super-propagateurs lorsque les familles se rassemblent, en grand nombre, à l'intérieur. Le porte-parole de Trump sur le virus, le Dr Scott Atlas, un neurologue sans expérience des maladies infectieuses, a exhorté le public à se rebeller contre les restrictions et a dit aux citoyenEs qu'ils et elles devraient se déplacer pour rendre visite à leurs parents âgés, les plus vulnérables au virus. Ainsi, avec la confusion qui se propage depuis le haut et un manque de responsabilité sociale et de solidarité au sein de la population en général, 50 millions de personnes prévoient toujours de voyager, à peu près le nombre habituel, ce qui démontre le mépris total du pays pour la santé publique. Avec le virus endémique, une fois de plus les écoles et les entreprises ferment et de plus en plus de travailleurEs sont licenciés. Nous avons maintenant 20 millions de chômeurEs, dont 10 millions recevant des allocations chômage fédérales qui prendront fin à Noël, tout comme la protection des 30 millions de personnes qui risquent l'expulsion de leur logement. Ce n'est décidément pas un joyeux Thanksgiving.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

BRÉSIL Bolsonaro vaincu, la gauche bien vivante

Les grands perdants des élections municipales brésiliennes du dimanche 15 novembre 2020 ont été le président Jair Bolsonaro et l'extrême droite. La droite traditionnelle se développe et la gauche reste en vie, avec une grande surprise à São Paulo, le PSOL [Parti socialisme et liberté] accédant au second tour, qui aura lieu le 29 novembre.

Les grands perdants de la journée ont été le président Bolsonaro et l'extrême droite ; ce qui était déjà prévisible vu la croissance du rejet de son gouvernement par la population des grandes villes. Sept maires de capitales ont été élus au premier tour : à Florianópolis et Curitiba, dans le sud ; à Belo Horizonte, dans le sud-est ; à Salvador et Natal, dans le nord-est ; à Campo Grande et Palmas, dans le centre-ouest. Tous sont issus de partis de droite et ont des profils personnels assez conservateurs, mais aucun n'était soutenu directement par le président et ses enfants.

Gouvernement fédéral battu

Sur 27 capitales, seules 18 vont faire l'objet d'un second tour de scrutin. Et parmi elles, seules trois sont identifiées à la sphère politique du président néofasciste : à Fortaleza (Ceará, nord-est : Capitão Wagner), à Vitória (Espírito Santo, sud-est : Delegado Pazolini) et à Rio de Janeiro, où l'actuel maire Marcelo Crivella, qui



Wikimedia Commons

est un évêque de l'Église universelle du Royaume de Dieu, tente de se faire réélire.

Dans le conflit qui s'est ouvert en mars entre Bolsonaro et les gouverneurs et les maires concernant le traitement de la pandémie — qui a déjà tué 165 000 Brésiliens et en a infecté plus de cinq millions — le gouvernement fédéral a donc été battu. On peut dire que le Brésil s'est réaligné de l'extrême droite vers une droite plus traditionnelle, et que la gauche, bien que divisée, a montré qu'elle est bien vivante et qu'elle a un avenir. Les figures de droite qui ont été réélues ou qui ont accédé au second tour

ont mené une politique pro-science, avec quelques mesures de fermeture d'activités, telles que les écoles et les gymnases, les masques et la distanciation physique ; des mesures contre lesquelles le président s'est battu avec acharnement, avec des menaces de poursuites, des fausses nouvelles, la démission de ministres et beaucoup de discours de bas niveau.

Du côté de la gauche

Il faut néanmoins souligner la situation politique très réactionnaire, et la survie d'une hostilité à la gauche profondément enracinée dans les secteurs des propriétaires terriens de la classe moyenne (touchés par le discours sur la corruption dans les années du PT) et parmi les plus pauvres, sous l'influence des églises néo-pentecôtistes amies du président. Dans neuf des dix-huit capitales où se déroule un second tour, un candidat de l'opposition classé à gauche est en lice. Dans les 25 plus grandes villes, le PT a 48 conseillerEs, dont 22 femmes. Le PCdoB [Parti

communiste du Brésil] a obtenu des conseillerEs dans six villes. Le PSOL a obtenu des conseillerEs dans 12 des 25 plus grandes villes, avec un total de 33 éluEs, dont 17 femmes, pour la plupart noires — y compris les deux premières conseillères transgenres — ainsi que deux conseillerEs ouvertement écosocialistes. Le PSOL a également obtenu cinq maires de petites villes.

Mais ce qui a été le plus « surprenant » pour les médias bourgeois, c'est le succès du PSOL dans la plus grande ville du pays, São Paulo. Après être entré dans le parti en 2018, pour briguer la présidence, le militant et leader du Mouvement des sans-abri (MTST) Guilherme Boulos, accompagné de l'ancienne maire Luíza Erundina, a commencé avec un peu plus de 4% des intentions de vote en septembre pour atteindre plus de 20% et arriver au second tour, où il affrontera l'actuel maire Bruno Covas (PSDB), proche du gouverneur de droite João Dória. Et à Rio, le groupe parlementaire du PSOL est passé de deux à sept conseillerEs.

La gauche au sens restreint (sans le centre-gauche bourgeois du PDT et du PSB) a un peu régressé dans la représentation (en raison de la chute du nombre de conseillerEs du PT et du PCdoB). Le PSOL est le parti qui a le plus progressé. Il faudra en tirer des leçons.

Ana C. Carvalhaes

Publié par *Jacobin América Latina*, version intégrale sur <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/bolsonaro-vaincu-la-gauche-reste-en-vie>

CORONAVIRUS Le Covid en Calabre : une parabole italienne

La Calabre [région du sud de l'Italie], fin octobre, a été déclarée «zone rouge» par le gouvernement. Mais, alors que dans les autres zones rouges du Nord (Piémont et Lombardie) cette mesure a été prise relativement aux chiffres des contaminations et des décès, en Calabre, elle l'a été relativement à une situation d'extrême crise de la santé publique. Autrement dit: les Calabrais doivent rester enfermés chez eux parce que, dans leur région, il n'y a pas d'hôpitaux. Pourquoi, en Calabre, n'y a-t-il pas d'hôpitaux?

C'est une vieille histoire, et elle est dramatique, aussi vieille et dramatique que l'abandon du Sud, son taux de chômage (avant le Covid, il dépassait les 16%), son économie fondée sur le travail non déclaré et mal payé, le contrôle de ses territoires et de ses administrations par les organisations mafieuses. Et, dans cette histoire, c'est en réalité l'État italien qui a joué le rôle principal en alimentant consciemment, depuis toujours, cet état de choses.

Un chaos indescriptible

La santé publique de deux des provinces calabraises (les plus importantes, Reggio et Catanzaro) était déjà sous la tutelle d'un «commissaire régional à la santé», nommé par le gouvernement, à cause des infiltrations mafieuses dans l'administration. Mais cette mise sous tutelle par l'État n'a pas réglé l'affaire, elle l'a, au contraire, aggravée: hôpitaux flambant neufs et très coûteux jamais ouverts, fermeture de ceux en activité, millions d'euros déboursés et perdus à jamais. Cette situation avait déjà provoqué le phénomène appelé «émigration sanitaire», c'est-à-dire le fait que, pour se soigner d'une quelconque maladie plus grave qu'un rhume, les Calabrais étaient obligés d'utiliser les structures sanitaires d'autres régions, y compris au Nord. Vu que tout va toujours de mal en pis, avec



l'arrivée de la seconde vague de la pandémie, la situation calabraise de la santé, déjà insuffisante, est devenue un chaos indescriptible. Personne n'a su donner des informations sûres non seulement concernant les contaminations mais aussi le nombre de lits disponibles et les unités de soins intensifs; les tests ont des semaines de retard. Voilà pourquoi le gouvernement de Conte a décidé, dans les premiers jours de novembre, de nommer un commissaire spécial pour la gestion de la santé publique calabraise. Mais le gouvernement s'est couvert de ridicule: il en a déjà nommé quatre et tous ont démissionné ou

ont été démis de leurs fonctions quelques jours après. C'est une chose d'être le commissaire du gouvernement en temps normal (on peut même faire des affaires), mais c'en est une autre, et c'est très différent, de commencer à accomplir sa mission de réformateur sous les yeux de tous. Non, merci. Ne serait-ce que parce que les jeunes de la «ndrangheta»¹ ont la gâchette facile, surtout quand on se mêle de leur business.

Une certaine colère populaire

L'accroissement des difficultés sanitaires, s'ajoutant à une situation économique désastreuse et à

une incroyable incompétence gouvernementale, risible, ont fini par déclencher une réaction populaire que l'on peut difficilement qualifier de «marginale». Dans tous les chefs-lieux et dans toutes les petites villes de la région, pendant deux semaines de novembre, les mobilisations se sont succédé: manifestations, occupations, blocages de rues. Pour une société dans l'ensemble «passive» et résignée, comme certains définissent la société calabraise, ce n'est pas rien, surtout en période de confinement.

Il s'agit avant tout de l'expression de la colère des secteurs les plus touchés par les dernières mesures (l'économie parallèle, le petit commerce), avec des origines et des références politiques diverses. Ici aussi, comme cela a été le cas en octobre dans le reste du pays, ce sont la droite et l'extrême droite – apparemment – qui ont tiré le meilleur profit politique de ces mobilisations semi-spontanées. Mais les mots d'ordre en défense de la santé publique ont été au cœur des dernières manifestations, ce qui, avec le rôle non marginal d'organisations féministes comme Fem. in de Cosenza et d'autres collectifs qui se battent depuis longtemps sur ces questions, est significatif d'une volonté de ne pas laisser la rue entre les mains des néofascistes et de construire un discours et des propositions alternatifs. Par ailleurs, la droite et l'extrême droite – qui, historiquement, ne font qu'un avec la mafia qui a fait des affaires d'or sur le dos de la santé publique et privée – ne devraient pas retirer un grand prestige d'une situation comme celle de la santé en Calabre. Mais, dans ce cas aussi, le désastre idéologique et politique qui règne depuis longtemps en Italie ne garantit pas des réponses de type rationnel. La faim et le désespoir livrés à eux-mêmes ne mènent pas nécessairement à la révolution.

Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

1 – Équivalent calabrais de la «mafia» (ndt).

Le monde en bref

Suisse. Votation pour l'interdiction du financement du matériel de guerre.

Le 29 novembre, les électeurEs suisses se prononceront sur le rapport à l'industrie de l'armement. Avec l'initiative sur l'interdiction du financement du matériel de guerre, les Jeunes VertEs et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) portent un texte pour lequel un oui enthousiaste s'impose.

L'initiative soumise en votation exige que le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle soit interdit.

Selon le texte de l'initiative, sont réputées productrices de matériel de guerre les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre. Cela inclut les producteurs spécialisés tels que Lockheed Martin ou Raytheon, mais également des entreprises à production mixte comme Boeing. L'armement est une industrie globale en contradiction avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et encore plus de lutte anti-impérialiste. L'initiative s'attaque donc au nerf de la guerre, son financement: à ce jour, une majorité des fonds de pension ainsi que la Banque nationale suisse investissent massivement l'épargne des habitantEs dans la fabrication d'armes, sans que personne ne puisse rien y redire. Cet argent alimente également des sociétés produisant des armes atomiques, avec à l'horizon un holocauste nucléaire global qui ne peut être tout à fait exclu.

L'initiative l'interdirait purement et simplement. Du fait du poids de la place financière suisse à l'échelle globale, c'est une source non négligeable d'investissements qui s'évaporerait du jour au lendemain pour le complexe militaro-industriel.

Extrait de Pascal Vosicki, «Interdire un commerce meurtrier et écocide», paru dans le n°378 de *solidarités* (Suisse).

Turquie. Nouvelle vague d'arrestations contre la société civile kurde.

Vendredi 20 novembre, des dizaines de personnes, dont 24 avocats, ont été arrêtées dans plusieurs villes de Turquie, dans le cadre d'une enquête sur le DTK (Congrès pour une société démocratique). Toutes ont en commun de représenter la société civile, comme les membres de l'Association des droits humains (IHD), et la fédération des associations de solidarité avec les familles de prisonniers politiques (TUHAD-FED). Une journaliste, Roza Metin, rédactrice en chef de l'agence de presse féminine Jinnews, a également été interpellée.



En cinq ans, des dizaines de milliers de militantEs associatifs et politiques ont été arrêtés et emprisonnés. Le Parti démocratique des peuples (HDP) a eu plus de 22 000 de ses membres arrêtés depuis 2015 et au moins 10 000 ont été incarcéréEs, dont ses ex-présidentEs, Selahettin Demirtas et Figen Yuksekdog, qui croupissent toujours en prison.

Pour Erdogan et son gouvernement d'alliance avec le MHP d'extrême droite (et ses fameux Loups gris), il s'agit d'éradiquer cette opposition kurde qui porte des valeurs féministes et démocratiques, respectueuses des minorités ethniques, en même temps qu'il tente d'écraser la révolution au Rojava, porteuse des mêmes valeurs. Ses mercenaires terrorisent la province syrienne d'Afrin, occupée en février 2018, et celle de Tall Abyad Serekaniye depuis octobre 2019.

Nous ne le laisserons pas faire. Plus aucune expulsion de réfugié kurde vers la Turquie! Stop Erdogan!

L'oligarchie militaro-monarchiste qui contrôle les institutions thaïlandaises aimerait bien mettre un terme définitif aux mobilisations pro-démocratie. Las, les journées des 17-18 novembre ont montré qu'il n'était pas si facile de le faire. La confrontation à Bangkok entre forces de police et activistes a duré près de six heures. Malgré les puissants canons à eau (colorés et comprenant des produits chimiques irritants), les blindés anti-émeutes, les lacrymogènes, les barbelés, la présence de Chemises jaunes et autres milices d'ultra-monarchistes armées, et au prix d'au moins 55 blessés (dont six par balles), les manifestantEs ont percé les barrages et ont pu se rassembler devant le Parlement (les forces de l'ordre se repliant derrière ses grilles).

Le retour du Roi

Signe des temps, de jeunes moines ont formé le «Groupe réforme nouvelle religion» qui réclame la séparation de l'Église et de l'État et l'arrêt de l'implication de la religion dans des activités économiques à but lucratif. Il défie ainsi l'autorité officielle du clergé bouddhiste qui forme le troisième pilier de l'ordre conservateur en Thaïlande, avec la famille royale et l'armée. Face à l'évolution de la situation et au scandale provoqué en Allemagne par son action, le roi absentéiste Rama X et la reine ont quitté leur résidence en Bavière pour revenir

THAÏLANDE Vers une épreuve de force

Le gouvernement menace d'une sévère répression. Le mouvement démocratique appelle à l'extension de la mobilisation. Le 25 novembre s'annonçait comme une première date clé.



durablement, semble-t-il, à Bangkok. Le recours au redoutable «crime» de lèse-majesté n'avait pas été utilisé depuis un certain temps. Le Premier ministre, le général Prayuth, a annoncé le 19 novembre qu'il va à nouveau y recourir. Une annonce qui somme comme une déclaration de guerre quand il affirme que «toutes les lois existantes» pourront être utilisées contre le mouvement pro-démocratie.

Le régime tente de diviser le front du rejet auquel il est confronté en évoquant, par exemple, des réformes

aux lycéenEs qui sont aujourd'hui vent debout contre l'archaïsme des règles de comportement en vigueur – sans succès, pour l'heure.

«L'alliance du thé au lait»

En plein développement, le mouvement démocratique thaïlandais a précisé ses revendications. Il présente dorénavant dix amendements à la Constitution (avec le soutien de plus de 100 000 personnes) en vue de garantir le caractère constitutionnel de la monarchie et la dépolitisation des forces armées. Il demande la convocation d'une Constituante.

En réponse, le Parlement envisage un processus constitutionnel sous son propre contrôle, mais rejette les amendements.

Le mouvement pro-démocratie a rejoint «l'alliance du thé au lait», lancé sur Twitter par des activistes de Hong Kong, Taïwan et Thaïlande engagés dans le combat démocratique. Dans ces trois pays en effet, le thé se boit avec du lait – mais ce n'est pas le cas en Chine. Des liens se tissent dans toute la région pour résister aux logiques passéistes de la guerre froide et au risque de dépendance. On assiste à la naissance d'un nouveau panasiatisme, qui affirme, au-delà de son identité régionale, sa communauté de lutte avec le peuple chilien.

Le mouvement pro-démocratie garde sa vivacité, son inventivité, sa joie. Les menaces auxquelles il doit faire face n'en sont pas moindres, comme en témoignent les propos tenus le 30 octobre par un membre du Sénat, proche du Premier ministre, qui n'a pas hésité à évoquer, à son encontre, l'assassinat de Samuel Paty: «Je ne sais pas si la situation va mener à quelque chose comme la décapitation en France. Mais il pourrait y avoir un fou, un parti tiers, ou un attentat planifié.»

Pierre Roussel

WIKIMEDIA COMMONS

DR



OÙ EN EST LA CLASSE OUVRIÈRE?

Il est de bon ton pour les politologues habitués des principaux médias d'enregistrer une prétendue disparition de la classe ouvrière, noyée dans les classes moyennes, intermédiaires tandis que, pourtant, elle connaît un développement inédit à l'échelle internationale. En Chine, en Inde et dans nombre de pays du « sud », la classe ouvrière se renforce numériquement et, malgré les difficultés et la répression, les travailleurEs chinois, usine par usine, ont pu imposer des augmentations de salaire et quelques améliorations (limitées) des conditions de travail.

Invisibilisation ou disparition ?

Dans les pays capitalistes « avancés », dès le milieu des années 1960, la disparition de la classe ouvrière, du prolétariat, ou à tout le moins son rétrécissement, sont envisagés par des sociologues grisés par le développement de l'automatisation supposée mettre fin au taylorisme, au profit de couches techniciennes libérées de la division du travail. Des idées reprises dans les concepts d'enrichissement des tâches et que l'on retrouve aujourd'hui à l'ère de la numérisation, de l'informatisation des activités économiques. De la même façon, le succès des *Adieux au prolétariat* (Gorz 1980) ou de *la Fin du travail* (Rifkin 1995) vont participer de ces tentatives d'invisibilisation de ce qui reste le plus important groupe social. Mais plus redoutable sera l'offensive entamée au milieu des années 1970 de déstabilisation, de fracturation de la classe ouvrière, visant à la rendre incapable de riposter aux attaques dont elle est la cible sur fond de développement du chômage de masse. La

mutation accélérée de l'appareil de production (externalisations, délocalisations, réduction de la taille des établissements) et des processus de production, avec notamment le développement de l'informatisation, vont conduire à une déstructuration du « cœur » de la classe ouvrière. Enfin la disparition des pays du prétendu « socialisme réellement existant »

va valider le « no alternative ». C'est l'heure où un Sarkozy peut fanfaronner : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit ». L'invisibilisation s'aggrave, les représentations syndicales, politiques, culturelles s'affaiblissent voire disparaissent : 4,6% des députés sont employés, aucun n'est ouvrier...

Un rôle essentiel dans les confrontations

Avec la succession des crises économiques et depuis bientôt une année de gestion capitaliste de la pandémie Covid-19, les difficultés se multiplient : isolement des salariéEs en particulier lié au développement du télétravail, aggravation des conditions de travail, crainte augmentée du chômage, sans parler des dégâts psychologiques engendrés par la situation, politique répressive d'un pouvoir totalement décrédibilisé. Un climat qui favorise les tentatives de récupération et de dévoiement de la colère des travailleurEs comme en témoignent aussi bien Trump aux USA que le RN en France. Dans ces conditions, il n'est pas sûr que les salariéEs de Bridgestone reprennent le flambeau des « Lip » dont la lutte reste exemplaire près de 50 ans plus tard... Le constat est néanmoins sans appel : c'est une large majorité de la population active qui relève du prolétariat. Et qui donc joue, est appelée à jouer, un rôle essentiel dans les confrontations partielles ou plus générales contre le patronat, la bourgeoisie et l'appareil d'État à leur service. Et la lumière ne viendra ni de Mélenchon ni plus généralement de l'arène électorale mais du redéploiement, de l'amplification de mobilisations dans lesquelles la classe ouvrière devra prendre toute sa place. Autant de raisons qui justifient le modeste inventaire présenté dans ce dossier. Pour analyser, comprendre, préparer, organiser les ripostes.

Robert Pelletier

Note : on pourra utilement compléter de ce dossier en (re)visionnant le documentaire : *Le temps des ouvriers*, ARTE boutique, DVD ou <https://youtu.be/V8ZAE8REEJl>.

LES LIVREURS DELIVEROO CONTRAINTS DE FAIRE LA QUELLE AUX RESTOS DU COEUR



CHARMAG

LA CLASSE OUVRIÈRE EST

Il ne fait pas de doute que l'évolution de l'économie sociale qui n'est plus celle du temps de Marx, ou même de Mai 68. Mais d'abord, les ouvriers n'ont pas disparu : selon les données de l'INSEE, ils constituent (en 2019) 19,6% des gens en emploi (ce pourcentage serait plus élevé si on tenait compte des chômeurEs). Leur nombre a certes diminué mais, à côté d'eux, les métiers classés dans la catégorie « employés » représentent 26,8% des personnes en emploi. Il s'agit pour les 3/4 de femmes : 41,7% des femmes en emploi sont « employées » alors que les ouvriers sont plutôt des hommes (30,5%).

Condition ouvrière

Plus de 46% des personnes en emploi sont donc ouvrierEs ou employéEs. OuvrierEs et employéEs ont des conditions de rémunération similaires avec un salaire net mensuel moyen pour les temps complets de l'ordre de 1600 euros pour les deux catégories (si l'on prend en compte les temps partiels, les revenus mensuels des employéEs sont assez nettement inférieurs à ceux des ouvrierEs). Une bonne partie des employéEs sont soumis dans leur travail à des contraintes analogues à celles des ouvrierEs

(tâches répétitives, contraintes de rythme). Ainsi 43% des ouvrierEs et 31% des employéEs déclarent subir une surveillance hiérarchique permanente. Deux tiers des ouvrierEs déclarent que leur travail est répétitif, soit cinq fois plus que les cadres supérieurs. Les ouvrierEs « non qualifiés » sont celles et ceux qui subissent le plus ces conditions de travail (78%). Plus de la moitié des employéEs (55%) décrivent la même situation. En particulier, 60% des employéEs de commerce et de ceux qui travaillent au service des particuliers déclarent que leur travail est répétitif. OuvrierEs et employéEs se trouvent aussi dans des situations peu éloignées du point de vue de l'habitat (avec dans les métropoles des domiciles souvent éloignés des lieux de travail), des difficultés d'insertion professionnelle au début de la vie active, ou de l'accès de leurs enfants aux études supérieures, etc.

« Professions intermédiaires » ?

Au sein de chacune des catégories, il y a bien sûr de grandes diversités : dans l'industrie, l'ouvrierE qualifié en CDI est différent de l'intérimaire, dans les services, la situation de la caissière à temps partiel est loin

LES FEMMES DANS L'UNE LONGUE

Au tournant du 19^e siècle, l'idéologie des sphères séparées s'impose : la vie publique (activité professionnelle, relations sociales, vie politique) est réservée aux hommes, aux maris, quand la sphère privée (la famille, les enfants et le foyer) est dévolue aux femmes. Le discrédit est alors jeté sur le travail professionnel des femmes : « ouvrière, mot impie, sordide » écrit Jules Michelet au 19^e siècle. En effet, le travail des femmes en atelier – et en particulier celui des très nombreuses jeunes filles – est considéré comme incompatible avec les « bonnes mœurs » ou la « moralité ». Une réputation de frivolité pèse sur les ouvrières et l'historienne Joan Scott montre d'ailleurs comment certains discours d'économistes du milieu du 19^e siècle assimilent les ouvrières à des prostituées. Cependant, les ouvrières sont de plus en plus nombreuses.

Double journée de travail

Avec les sphères séparées, les tâches de reproduction de la force de travail sont assumées principalement par les femmes. Les féministes des années 1970, qui se sont battues pour le droit à l'avortement et la contraception, considèrent qu'il s'agit d'un travail car cela prend du temps, cela peut être assumé de façon rémunérée par d'autres femmes voire cela peut passer sur le marché. On parle alors de travail domestique et double journée de travail pour celles qui assument en plus un travail professionnel.

La division sexuée du travail se fonde sur cette inégale répartition du travail domestique, centrale dans l'inégalité professionnelle persistante, encore aujourd'hui. Selon les termes de la sociologue Danièle Kergoat, la division sexuée du travail signifie une séparation – les femmes ne font tendanciellement pas les mêmes tâches que les hommes – et une hiérarchisation – dans les mêmes secteurs, les femmes se situent à des postes inférieurs à ceux des hommes.

Division raciale du travail

À la division sexuée du travail, s'articule une division raciale du travail. Ainsi, la domesticité est un débouché presque « classique » des femmes migrantes dans les grandes villes : cela concerne d'abord les jeunes femmes issues de la province au 19^e, puis progressivement les Belges et les Italiennes, puis, après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les Espagnoles, les Portugaises, les femmes venant de pays de l'Est ou du Maghreb. Dans les années 1960 et 1970, des stéréotypes articulant la classe, la « race » et le sexe continuent de peser sur elles. Dans les années 1960, 79% des Espagnoles travaillent dans le service domestique basé. Dans le cadre de la domesticité ou plus récemment, en ce qui concerne les ouvrières du nettoyage, la reconnaissance de la qualification s'articule avec une revendication fondamentale de dignité, car leurs conditions de travail sont finalement « inhumaines » au sens propre.

T LOIN D'AVOIR DISPARU

de celle de l'employé de banque. Mais cette hétérogénéité n'est pas nouvelle : à l'époque de Marx, l'ouvrier typographe avait déjà une position différente de celle du journalier du bâtiment ou de la femme employée dans les blanchisseries industrielles. Pour comprendre ce qu'est le prolétariat moderne, il faut aussi inclure les métiers regroupés dans les « professions intermédiaires », 25,6% des personnes en emploi avec une majorité de femmes. Ce sont des métiers divers qui vont des infirmières aux professeurEs du primaire en passant notamment par les technicienEs des entreprises. Si elles et ils conservent des conditions de rémunération plus favorables que les ouvrierEs et employéEs, les salariéEs des professions intermédiaires ont fréquemment subi un processus de « déclassement » dans leurs conditions de travail (les tâches à accomplir étant de plus en plus divisées), leurs salaires (qui stagnent), voire aussi dans leurs conditions de vie quotidienne. Près de 30% des salariéEs des professions intermédiaires déclarent subir un contrôle hiérarchique permanent. Au total, ceux que les journalistes qualifient parfois de « catégories populaires » astreintes à un travail subordonné constituent la

grande majorité des personnes en emploi.

Prolétariat élargi

Compte tenu des évolutions des processus productifs et des conditions de travail et de rémunération, le prolétariat moderne doit donc être élargi à l'essentiel des employéEs et à une partie des professions intermédiaires, voire à certainEs salariéEs classés parmi les cadres. Ces catégories ne sont pas toujours productrices de plus-value (technicienEs et ingénieurEs le sont) mais, comme l'expliquait Marx à propos des salariéEs du secteur commercial, ce type de salariéE « rapporte au capitaliste, non parce qu'il crée directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, en accomplissant du travail en partie non payé ». Il est à remarquer qu'Engels utilise l'expression « prolétariat commercial » à propos des salariéEs du commerce. Ce prolétariat élargi ne constitue pas une espèce en voie de disparition dont les tenants d'une transformation de la société pourraient se désintéresser. Sans leur travail, la machine à profit ne pourrait fonctionner. S'ils et elles ne se mettent pas en mouvement, tout changement de la société est impossible.

Henri Wilno

A CLASSE OUVRIÈRE: UNE HISTOIRE



Engagement syndical, engagement dans les luttes

Cette rapide esquisse de l'histoire du travail des femmes met en lumière des reconfigurations importantes et surtout les luttes qui les ont permises. Elles s'adosent sur l'engagement syndical. En effet, la loi de 1884, qui autorise la constitution de syndicats professionnels d'ouvriers et d'employés, n'exclut pas la « citoyenneté syndicale » pour les femmes, mais soumet l'adhésion à l'autorité du mari jusqu'en 1920. À ce moment-là, le travail professionnel des femmes ne fait pas l'unanimité syndicale et c'est un euphémisme – la plupart des hommes syndicalistes considèrent qu'elles constituent une concurrence déloyale parce qu'elles sont moins payées et, surtout, estiment que leur rôle est au foyer. Cependant, certaines militantes, telle que Lucie Baud, l'ouvrière à laquelle ont

rendu hommage Michelle Perrot et Gérard Mordillat dans *Mélancolie ouvrière*, se battent pour de meilleures conditions de travail pour les femmes et au-delà, pour la dignité. Si les femmes ont tenu toute leur place dans les grands mouvements sociaux, comme les grèves de 1936, de nombreuses grèves de femmes ont marqué une longue histoire comme celle des transbordeuses d'oranges de Cerbère en 1907, considérée par certains historiens comme la première grève entièrement féminine en France. Progressivement, l'enjeu de l'égalité professionnelle sera pris en charge par les organisations syndicales et aujourd'hui, cette revendication s'articule à une mise en question de l'inégale répartition du travail domestique et cela passe, entre autres, par la grève féministe, une stratégie reprise internationalement.

Fanny Gallot

LES EXPLOITÉ·E·S ET LES OPPRIMÉ·E·S EN MOUVEMENTS

Ces dernières décennies, à l'échelle internationale, se sont développés ou ont émergé de nombreux mouvements sociaux, très dynamiques, organisant la lutte contre des discriminations (femmes, immigréEs et population post-coloniale, homosexuelEs et transgenres), celle pour les droits des classes populaires (droit au logement, droits des chômeurEs, notamment), mouvement antinucléaire puis contre les changements climatiques.

Des forums sociaux au mouvement climat

La résistance à la mondialisation et à la financiarisation du capitalisme a entraîné, dans les années 1990 et 2000, des rassemblements de dizaines de milliers de militantEs à l'échelle internationale, contre les conférences internationales du G7/G8/G20, de l'OMC... Ces rassemblements ont vite dépassé les ONG traditionnelles en dynamisme des mouvements sociaux, comme la Marche mondiale des femmes, Via Campesina, des syndicats radicaux. C'est sur la base de ces rassemblements que se sont construits, surtout de 2000 à 2010, les forums sociaux mondiaux et européens autour du mot d'ordre « Un autre monde est possible ». S'ils exprimaient la radicalité de nombreux mouvements, de luttes, tant dans les exigences que dans des formes d'actions, les mouvements oscillaient entre le lobbying auprès des institutions et le rejet de toute action avec des partis anticapitalistes. Mais ce mouvement international traduisait



l'émergence et la dynamique de nombreux mouvements sociaux dans beaucoup de pays, l'émergence de nouvelles générations militantes, en dehors des canaux traditionnels.

Dans la foulée, le mouvement des femmes, centré contre les violences sexuelles et les discriminations, le mouvement multiforme contre les violences racistes subies par les populations post-coloniales, le mouvement climat se sont développés à l'échelle internationale depuis 10 ans. Dans cette dynamique, beaucoup de mouvements sociaux se sont mobilisés sur des questions sociales de première urgence concernant les classes populaires, dans le domaine

du logement, de la santé, des discriminations au travail et dans la société.

Passerelles et combats communs

Ce sont tous ces visages des exploités et des opprimés, de ce qui est en fait le prolétariat du 21^e siècle, qui sont apparus dans la lumière ces dernières années, avec des exigences qui seraient en effet des entreprises pour une remise en cause frontale de la reproduction sociale, en premier lieu par le genre et la « race ». C'était donc bien des éléments fondamentaux de l'exploitation et de l'oppression qui ont souvent heurté et heurtent encore les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, tant par

leurs exigences que par leurs formes d'action. Ce à quoi on assiste n'est donc pas d'un côté des replis de luttes ouvrières corporatistes (luttes des cheminotEs, celle en défense des retraités) et de l'autre des luttes contre les « exclusions » ou des luttes communautaires des populations racisées dans les quartiers populaires. Ces luttes sont toutes les facettes de la résistance et des exigences de justice sociale des exploités et des opprimés dans toutes leurs dimensions, dans et hors les entreprises, dépassant évidemment les seules questions économiques.

Et les mouvements comme la solidarité avec les migrantEs, la lutte contre le réchauffement climatique ne sont en rien en extériorité avec les autres mouvements car ils ont en commun le refus de la privatisation de la société et des biens communs par le capitalisme, tout en avançant également une dimension de solidarité internationale.

Un défi reste évidemment devant nous : nous sommes confrontés à une classe dominante qui use de tous ses pouvoirs pour aliéner et diviser les exploités, cela joue sur la difficulté de construire une conscience politique commune de touTEs les acteurs et actrices de ces mouvements sociaux, de construire un projet de société commun. Cela évidemment ne se fait pas en chambre mais en construisant les passerelles et les combats communs. Mais ce que l'on appelle les mouvements sociaux sont bien les composantes du combat de classe du 21^e siècle.

Léon Crémieux

INTERVENIR DANS LA CLASSE OUVRIÈRE?

Dans le *Manifeste communiste* écrit par Marx et Engels en 1848, deux classes, pour l'essentiel, s'affrontent : le prolétariat et la bourgeoisie. De la Révolution de 1848 à la Révolution russe en passant par la Commune de Paris, les choses allaient s'avérer plus compliquées. Le prolétariat de 1848 et de 1871 est loin des grandes masses prolétariennes imposant par la grève générale la dictature du prolétariat. Et dans la Russie de 1917, la paysannerie était majoritaire, et il fut bien difficile de faire du prolétariat déstructuré par la guerre, la misère, la famine... le maître de sa révolution.

Prendre pied dans la classe ouvrière

Cependant, à partir de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Allemagne du début du 20^e siècle, jusqu'au milieu des années 1970, la taylorisation et le fordisme vont façonner le prolétariat comme un grand ensemble de travailleurEs potentiellement capable de renverser dictature patronale et État bourgeois. Malgré la répression patronale, les mobilisations et le développement de puissants syndicats et partis ouvriers vont imposer comme une évidence la reconnaissance de la classe ouvrière dans les espaces économique, social, politique et culturel.

Pour les organisations révolutionnaires, militer au sein de la « classe » est une évidence. La domination de bureaucraties, notamment stalinienne, violemment hostiles, va souvent leur imposer clandestinité et/ou affrontement et limiter leur audience même dans les périodes de grande montée des luttes (Juin 36, après la Seconde Guerre mondiale, Mai 68). Trotskistes, anarchistes puis maoïstes vont déployer énergie et obstination pour prendre pied dans la classe ouvrière et construire des interventions régulières dans les entreprises et les lieux de travail en général : distribution de tracts, discussion avec les travailleurEs, popularisation des grèves, embauche de militantEs... Cet effort a plus ou moins payé et les révolutionnaires ont apporté (et apportent toujours) leur contribution aux luttes et au lent travail de constitution de la conscience de classe.

Aider aux clarifications indispensables

L'enjeu réside dans la transformation du statut de classe dominée à celui de classe capable de prendre sa place dans le renversement de l'ordre capitaliste. Les mobilisations antiracistes, celles du mouvement féministe – tout comme les difficultés rencontrées par les luttes dans la santé ou récemment

dans l'éducation nationale – ont aussi mis en lumière les fracturations qui existent dans la classe ouvrière. Quand, dans une entreprise, il y a 70 ou 80% de grévistes, cela signifie qu'une majorité de travailleurEs de la production ont cessé le travail. Mais c'est souvent « oublier », d'un côté, les intérimaires, sous-traitants sur site, etc., et, de l'autre, les employéEs des services administratifs, les fonctions support, les bureaux d'étude ou l'ingénierie, de plus en plus majoritairement des femmes, soumis au joug et à l'idéologie dominante des managers. Pour ce qui est de ces dernières catégories, c'est soit les rejeter dans les catégories de couches intermédiaires, de classes moyennes et risquer d'enterrer des divisions dans l'entreprise, soit les subordonner à des classes aux intérêts distincts. Des Bonnets rouges en Bretagne, à travers la construction du « Pôle ouvrier », aux Gilets jaunes, des mobilisations parmi les plus significatives de ces dernières années, ces délimitations se sont posées. En enregistrant le constat qu'aucun mouvement n'est « chimiquement pur », le rôle des révolutionnaires est d'aider aux clarifications indispensables. Pour cela, il faut être présentEs, être reconnuEs à la fois par la participation aux tâches de la lutte et aux débats qui traversent les mouvements.

Une politique volontariste

La (re)construction de la conscience de classe (le passage de classe « en soi » à « pour soi ») de la classe ouvrière passe de façon incontournable par les luttes, en ne différenciant pas outre mesure les luttes défensives des luttes offensives. Mais des luttes où la confiance construite par des succès même partiels permet d'envisager d'autres luttes et de faire progresser le niveau de conscience. Si le déclenchement d'une lutte est rarement à l'initiative des militantEs révolutionnaires (et même des responsables syndicaux), leur présence est une nécessité pour tenter de gagner en se donnant les moyens de la construction du rapport de forces au travers de batailles pour l'unité des travailleurEs et l'auto-organisation. Dans le même temps, pour permettre cette présence, l'organisation anticapitaliste et révolutionnaire doit avoir une politique volontariste faite d'interventions régulières dans les entreprises et dans tous les lieux de travail ainsi que les lieux de regroupement des jeunes travailleurEs en formation. Et doit mettre en place un fonctionnement adapté aux conditions de travail et de vie des salariéEs et des outils de formation eux aussi adaptés.

Robert Pelletier

PARIS Les professionnelEs de la petite enfance en grève

Les syndicats CGT, FSU et UCP ont dû déposer un préavis de grève jusqu'au 1^{er} décembre, en réponse à la colère des agentEs des Établissements d'accueil de la petite enfance (EAPE)¹ publics parisiens.

Ce secteur d'activé, féminin à 97 %, s'est mobilisé jeudi 19 novembre contre des conditions de travail dégradées et l'accueil des familles dévalué. En cause, des protocoles sanitaires irréalisables et un refus de l'administration de vouloir les rendre applicables, au nom de l'aspect financier de la situation.

Tourner à plein régime, coûte que coûte

En mars dernier, le faible effectif d'enfants accueillis (du fait du confinement) et la réduction du taux d'encadrement (10 enfants pour trois professionnelEs), avaient permis aux agentEs, alors déjà mobilisés, d'exercer leurs missions tout en préservant leur santé et la qualité d'accueil des familles. Ces six mois d'accueil inédit avaient permis de concrétiser des conditions de travail que les collègues auraient pensé inimaginables auparavant. Loin de l'urgence habituelle qui rythme nos journées, ces conditions avaient mis en lumière les bienfaits d'un accueil en petits groupes ainsi que l'importance de la disponibilité des professionnelEs, tout particulièrement pour les enfants les plus fragiles.

Mais les conditions d'accueil dans les EAPE pour cette deuxième vague, annoncée plus meurtrière, ne sont qu'hypocrisie et simulacre. La seule priorité est la rentabilité, les EAPE doivent tourner à plein régime, coûte que coûte !

En temps normal, avec un taux d'encadrement important (unE adulte pour huit enfants qui marchent et unE adulte pour cinq enfants qui ne marchent pas), les professionnelEs du secteur sont déjà à flux tendu tout au long de l'année. À cela vient s'ajouter l'amenuisement des effectifs (cas Covid, ASA médicale), ainsi que des protocoles sanitaires drastiques, irréalisables sans moyens, au détriment des enfants, qui provoquent surcharge de travail et glissements de tâches.

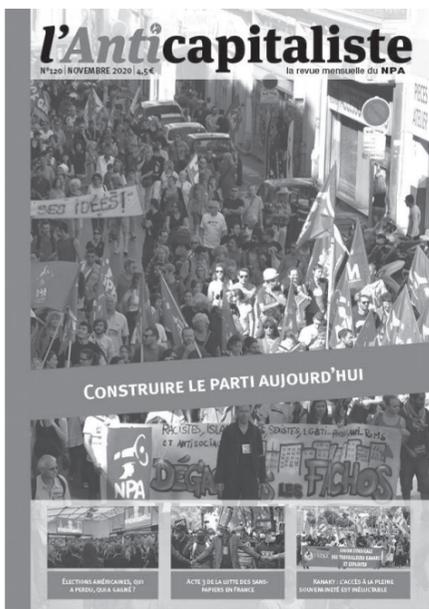
Le secteur de la PE n'est pas épargné par l'austérité financière imposée par le gouvernement. Si la journée du 19 novembre a regroupé 10 % de grévistes (sans aucune initiative syndicale, ni rassemblement, ni manif...), les revendications portées par ces travailleurEs sont identiques aux autres secteurs mobilisés (plus de moyens, reconnaissance salariale, centrer nos métiers sur l'humain...). Regrouper les colères et les mobilisations sera la seule arme efficace pour être entendus.

Justine Duprès

1—Les EAPE regroupent les crèches (collectives, mini ou familiales), haltes-garderies, les jardins d'enfants et les multi-accueils

L'Anticapitaliste la revue

Le n° 120 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

L'HORREUR EN MARCHÉ MigrantEs en Seine-Saint-Denis : « Nous n'avons jamais vu une telle chasse à l'homme »

Débutée le mardi 17 novembre 2020, par le démantèlement du camp de migrantEs à Saint-Denis, la chasse à l'homme se poursuit. Installé à la Porte de Paris, au pied du Stade de France, ce camp « accueillait », depuis juillet, 3 000 personnes dans des conditions innombrables.

Mardi 17 novembre, les personnes évacuées, parmi lesquelles se trouvaient des familles avec des enfants en bas âge, massées contre la rambarde du pont de la Porte de Paris, étaient systématiquement fouillées par les forces de l'ordre avant leur montée dans le bus. Après une évacuation désorganisée et interminable, près de 700 personnes n'ont pas pu monter dans les cars. Apparemment, les autorités n'ont pas prévu assez de places d'hébergement. Par contre, elles avaient prévu des policiers en nombre pour les nasser et gazer pendant des heures avec quelques bénévoles, collés les unEs aux autres sans masque, sans accès aux toilettes ou à la nourriture. Cette opération s'est déroulée loin des yeux des rares journalistes à qui l'accès au site était interdit. Des centaines d'autres personnes ont été pourchassées toute la nuit. La police a continué méthodiquement à les gazer, leur confisquant leurs couvertures, détruisant leurs tentes.

« Une forme d'inacceptation de cette situation »

Chassés, ces hommes et femmes errent actuellement entre la Porte de la Chapelle et Saint-Denis voire d'autres villes de banlieue dont les maires ne proposent rien pour les accueillir. Mathieu Hanotin, maire de Saint-Denis, a même fermé le parc de la Légion d'Honneur afin d'empêcher les migrantEs de s'y réfugier. L'inhumanité dans toute sa « splendeur » !

Heureusement, il y a des collectifs comme Solidarité-Migrants Wilson, Sous le même ciel, Utopia56 (entre autres) et leurs bénévoles, mais aussi des habitantEs qui apportent leur soutien actif aux migrantEs. Nous avons rencontré Sylvain et Héloïse, habitantEs de Saint-Denis qui se sont mobilisés individuellement auprès des migrantEs depuis l'installation du camp et étaient présents dès 4 heures du matin ce mardi 17 novembre 2020.

DECATHLON
RETIRESÉS
PLUBS DE
CNEWS



« Déjà lors du premier confinement, collectifs d'habitantes et bénévoles ont été très actifs pour venir en aide aux migrantEs. C'était au moment du démantèlement du camp d'Aubervilliers le long du canal. Et depuis juillet, à force de voir le camp à la Porte de Paris à Saint-Denis grossir, les tensions s'accumulent, nous on a décidé d'intervenir et de mobiliser les voisins, en plus des collectifs existants. Nous avons ressenti une forme d'inacceptation de cette situation et, avec des voisins, on s'est rapproché des asso (Armée du Salut etc.) »

L'évacuation

« Bénévoles et migrantEs, on s'est demandé pourquoi les bus ont mis autant de temps à arriver (vers 6 h du matin pour les premiers). Les migrantEs étaient prêts dès 3 h du matin. Par ailleurs, nous étions surpris du fait qu'il y ait très peu de bus. Une fois que les bus sont arrivés tout s'est enchaîné mais le premier bus n'est parti qu'à 8 h. À 14 h, les premières entreprises de nettoyage et de sécurité étaient là pour nettoyer et boucler la place mais on a halluciné de voir que la

préfecture n'ait pas le bon compte de migrantEs et en ait laissé plus de 800 sur le carreau. Quant aux journalistes des gros médias, interdits de rentrer dans le camp, ils restaient dociles à l'extérieur et couraient après les bénévoles pour tenter d'avoir des informations. »

Depuis l'évacuation

« Nous n'avons jamais vu une telle chasse à l'homme et nous ne comprenons pas pourquoi la police empêchait les migrantEs qui n'avaient pas eu de place dans les bus de retourner vers Paris. 30 heures plus tard, nous avons eu des témoignages de gens de la maraude du soir (via le collectif Migrants Wilson) qui décrivaient des migrantEs qui s'écroulaient de faim, de froid et de fatigue. Ils se questionnent sur les accords entre Lallement et le préfet de Seine-Saint-Denis. Pourquoi les flics empêchaient les migrantEs d'aller à Paris ? L'espace utilisé par les réfugiés à la Porte de Paris est repris — grillage, service de sécurité, espace cadennassé (jusqu'au JO ?). Les tracteurs débayaient dès mercredi matin. L'évacuation du camp est un marché pour certains. Combien

ça coûte un démantèlement pareil ? Quelle thune est engloutie dans une opération pareille ? Un flic tous les trois mètres, les bus, les repas, les barrières, les lumières, etc. Et si on mettait tout cet argent pour accueillir les migrantEs au lieu de les chasser ? »

Construire un front de résistances et de solidarité

« Il faudrait faire une action médiatique pour reprendre cet espace qui finalement a été volé à la population actuellement (les grillages empêchent d'y aller). Quitte à finir en garde à vue pour "délit de solidarité", il faudrait noyer les tribunaux de personnes accusées de ce délit.

Quant à la construction d'un front de résistance des migrantEs, il faudrait s'inspirer de l'expérience des Gilets noirs qui se sont mobilisés en tant que sans-papiers. Que les migrantEs arrivent à se mobiliser par et pour eux-mêmes pour défendre leurs droits et leurs vies et que les collectifs et organisations soient là en soutien à l'instar de la Marche des sans-papiers. »

Propos recueillis par nos correspondantEs (93)



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

SANTÉ L'accès aux soins des personnes étrangères encore attaqué

Fin 2019, le gouvernement avait annoncé vouloir restreindre l'obtention de l'Aide médicale d'État (AME) pour les sans-papiers et de la Protection universelle maladie (PUMA) pour les demandeurEs d'asile. Cela au nom d'une lutte contre un prétendu « tourisme médical » en prétextant un abus — fantasmé — sur les poses de prothèses mammaires. Un décret du 30 octobre 2020, publié au Journal officiel en plein 2^e confinement, précise les durcissements prévus sur l'AME et le raboutage des droits à la prise en charge des frais de santé à l'expiration d'un titre de séjour.

#BLANQUERGATE Et pendant ce temps, le ministre de l'Éducation achète le silence des jeunes

L'incompétence de Blanquer pour gérer la crise sanitaire est aujourd'hui une évidence. Sa rigidité pour mener ses réformes à terme, sa haine des enseignantEs et des jeunes se dévoile un peu plus tous les jours, notamment avec les sanctions subies par les enseignantEs de Melle. Et cela continue avec trois profs à Bordeaux. Et il ne s'arrête pas là : aujourd'hui, Blanquer souhaite en finir avec l'éducation prioritaire.

Le manque de moyens dans l'éducation est criant. Dans les quartiers populaires, la crise sanitaire se complète avec une crise alimentaire, sans que le ministre lève le petit doigt. Blanquer devait être trop occupé à maquiller les comptes du syndicat lycéen qu'il a créé, Avenir lycéen.

Champagne pour les uns, famine pour les autres

Le #BlanquerGate révèle ce qu'il est vraiment : un tartuffe. Il est prêt à laisser dépenser illégalement l'argent public pour qu'une poignée de jeunes le soutienne et l'adulte. Ce ministre est une honte. La division entre pauvres et riches est entretenue dans l'ensemble des réformes de Blanquer. En lycée, Blanquer autorise les demi-groupes, mais tout en maintenant les épreuves du bac en mars prochain. Cela a pour conséquence de doubler le temps de travail des enseignantEs et des élèves, qui sont obligés de

travailler deux fois plus par eux-mêmes, chez eux. Cela est cohérent pour le ministre : l'ensemble des ses réformes vise à individualiser le rapport aux études et à rendre responsable chaque jeune de ses échecs scolaires. Le tout dans des conditions de travail largement dégradées (classes surchargées, destruction des collectifs de travail...).

Démantèlement des réformes Blanquer et embauches massives

Et pourtant, une autre politique est possible. Outre l'arrêt immédiat des réformes Blanquer-Vidal (lycée, lycée pro, LPR dans les universités...) et l'arrêt des sanctions, la clé du problème réside dans une embauche massive de personnels de l'éducation. L'objectif est de diviser par deux les effectifs de classe. C'est un impératif en période de pandémie, mais c'est aussi un impératif pour faire « mieux » l'école. Il faut, dans ce cadre, repenser les programmes pour les alléger et faire en sorte qu'ils



WIKIMEDIA COMMONS

se complètent au fur et à mesure des années. Cela suppose également de réquisitionner les locaux vides pour ouvrir de nouveaux établissements à taille humaine. Cette politique d'emplois publics devrait être une nécessité en période de crise économique. Mais cela suppose que le gouvernement arrête d'être au service des puissants.

À bas les directions ! Pour l'autogestion dans les écoles

La gestion calamiteuse de l'homage à Samuel Paty et du protocole

renforcé a eu le mérite de montrer une chose : dans la plupart des établissements scolaires, les chefs et les inspecteurs sont le doigt sur la couture pour mettre en place les ordres et contre-ordres du ministère. Par endroits, les grèves ont permis à des collègues de mettre en place leurs propres protocoles sanitaires, en discutant en assemblées générales de l'ensemble des problèmes et en trouvant des solutions par eux-mêmes. C'est exactement ce que le NPA défend au quotidien : c'est à celles et ceux qui travaillent de décider de leurs modalités de travail.

Nous œuvrerons dans les jours qui viennent à défendre une embauche massive dans l'éducation nationale pour diminuer les effectifs de classe, l'arrêt des réformes Blanquer et l'arrêt des sanctions disciplinaires. Le #BlanquerGate aura des rebonds, que nous saisissons, jusqu'à sa démission !

Raphaël Greggan

SEINE-SAINT-DENIS Les territoriaux de Saint-Denis et de Plaine Commune toujours en lutte

Les trois premières décisions de Mathieu Hanotin, maire (« socialiste ») de Saint-Denis, élu en juin, et président de Plaine Commune, annoncent une politique bien à droite et loin des besoins des habitantEs : augmentation de ses indemnités (plus de 10 000 euros au total par mois), armement de la police, attaque contre les droits des salariéEs.

En pleine crise sanitaire et sociale, Mathieu Hanotin applique la Loi de transformation de la fonction publique. Passée en catimini, en août 2019, cette Loi travail bis vise la casse des emplois et des services publics. Son application se traduit par l'augmentation de la durée du travail, la suppression de plusieurs jours de congé, le développement de contrats précaires, l'externalisation de services et le transfert des agentEs au privé. En supprimant les CHSCT et en réduisant le nombre d'élus du personnel, la loi s'attaque aussi aux droits de défense des salariéEs et de leur santé.

Un mouvement qui s'étend

Face à cette attaque frontale, les agentEs se sont mis en mouvement,



NPA

depuis le 2 octobre à la mairie et depuis le 3 novembre à Plaine Commune. Dès le début, Mathieu

Hanotin a ignoré, avec arrogance, les mobilisations des salariéEs et les habitantEs solidaires avec les

grévistEs, et a fait voter son projet par le conseil municipal le jeudi 19 novembre.

Toutefois, les grévistes ne se découragent pas. Au lendemain du vote au conseil, elles et ils étaient encore plus nombreuses et nombreux à manifester devant l'hôtel de ville. Au niveau de Plaine Commune, des débrayages, blocages, rassemblements s'organisent un peu partout à La Courneuve, Pierrefitte, Épinay, Aubervilliers, Saint-Ouen. Comme à Saint-Denis des mobilisations sont lancées à Paris, Belfort et ailleurs contre cette loi de destruction de la fonction publique. Les revendications concernent aussi la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, la défense des emplois et des services publics.

Correspondante

PAC Contre l'agrobusiness, pour une agriculture libérée de la mainmise du capital

Avec le vote au Parlement européen de la nouvelle PAC (Politique agricole commune), la rupture annoncée avec l'agriculture productiviste n'a pas eu lieu. Les quelques amendements encourageant des pratiques plus vertueuses pour l'environnement et la santé sont plus du greenwashing qu'un changement radical de modèle agricole.

Plus question de remettre en cause les intérêts des plus gros producteurs, ni des multinationales de l'agrobusiness ! 20% des agriculteurEs continueront de capter 80% des aides de la PAC qui représente un tiers du budget de l'UE, dont 9 milliards par an pour la France.

La surproduction, c'est la ruine

Depuis des décennies, le monde paysan a été transformé, éclaté par la mondialisation entre des agriculteurs productivistes sous-traitants des multinationales, des ouvrierEs agricoles de plus en plus précarisés et une multitude de petitEs producteurEs essayant de survivre face à une logique économique qui les broie. La majorité des paysanEs ne sont plus que des maillons des « chaînes de valorisation » des multinationales de l'agrobusiness. Dans la région bordelaise, la viticulture est un exemple de l'impasse de cette agriculture productiviste. Selon Dominique Techer, vigneron et porte-parole de la Confédération paysanne de la Gironde : « Les bordelais généralistes sont allés au bout du processus d'industrialisation mis en place dès 2003 par l'interprofession et le négoce. On a industrialisé et massifié l'offre. [...] Résultat : avant vendange 2020, au moins 20 mois de stock, [...] 5 millions d'hectolitres produits pour seulement 3,7 millions vendus... »¹ Cette surproduction récurrente de vin conduit de nombreux petitEs producteurEs à la ruine et à l'arrachage des vignes de certaines parcelles... alors que les propriétés des plus grands crus restent l'objet de toutes les spéculations.

Crise récurrente de l'agriculture productiviste

Cette viticulture productiviste repose sur l'exploitation d'ouvrierEs agricoles mal traités et sous-payés et pollue l'environnement. La « crise des pesticides » secoue le Médoc depuis plusieurs années. Les pesticides empoisonnent les travailleurEs agricoles, les habitantEs et jusqu'aux écoles obligeant même, en juin dernier, le Conseil départemental à abandonner la reconstruction d'un collège près des vignes du Château Clément-Pichon sous la pression des parents d'élèves dénonçant les risques pour la santé des collégienEs. Et le CIVB (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux) a eu le cynisme de porter plainte pour « dénigrement collectif » contre une militante anti-pesticide, qui a publié en septembre dernier les résultats d'analyse de vins labellisés Haute valeur environnementale (HVE) qui contenaient des résidus de pesticides. Les labels des pinardiers n'engagent que ceux qui y croient ! La crise récurrente de l'agriculture productiviste révèle son incapacité à garantir un revenu décent à tous les paysanEs comme à fournir un environnement et une alimentation saine à l'ensemble de la population. Ce n'est que libéréEs du parasitisme de l'agrobusiness, en rupture avec la logique capitaliste, que les paysanEs pourront décider, en lien avec l'ensemble de la population, de la meilleure façon de satisfaire les besoins alimentaires de touTEs, tout en leur garantissant un revenu digne et en respectant l'environnement et la santé de touTEs.

Bruno Bajou

1 – « À Bordeaux, le coronavirus achève la viticulture », en ligne sur <http://confederationpaysanne.eu/actu.php?id=10577>

Ces mesures, en cette période épidémique, sont particulièrement inquiétantes car les migrantEs vivant dans des campements de fortune, dans des squats, à la rue ou dans des centres d'hébergement d'urgence présentent une sur-contamination Covid. La politique de santé publique est aux abonnés absents.

Attaque contre les sans papiers

L'obtention de l'AME relevait déjà du parcours du combattant tant il était complexe de réunir les pièces du dossier, surtout sans parler le français. L'aide et le recours à des associations ou à des services sociaux étaient, la plupart du temps, nécessaires. Mais le décret impose maintenant :

– un dépôt physique : pour la première demande, les demandeurs doivent déposer leur dossier en personne à la sécu. Cette disposition va entraîner un renoncement de la démarche pour certainEs et aura des conséquences majeures pour les associations, les centres de santé, les pass de ville qui ne pourront plus déposer directement les demandes des personnes qu'elles suivent ;
– une exclusion, durant les neuf premiers mois, à compter de la 1^{re} admission à l'AME, de la prise en charge de certaines pathologies ou de soins « ne revêtant pas un caractère urgent ». La liste des soins refusés pose problème. Ainsi par exemple les prothèses du genou, des hanches ou les interventions sur le fémur sont exclues sauf traumatismes récents. Or les migrantEs au cours de leur trajet

migratoire sont souvent victimes d'accidents ou de violence nécessitant à leur arrivée en France ce genre d'interventions. Une contestation par le médecin prescripteur est possible mais implique une demande d'entente préalable au service de contrôle médical de la caisse de Sécu, complexifiant ou dissuadant le recours ;
– une condition d'ancienneté de trois mois de séjour en situation irrégulière et non plus d'une ancienneté de séjour simple ! Comment les caisses vont pouvoir vérifier le caractère irrégulier du séjour ? Quelles preuves d'irrégularité vont être réclamées ? Mystère !

Attaque contre les migrantEs en situation régulière

Le décret supprime le maintien des droits à la Sécu deux mois après la

réception « d'une mesure administrative d'éloignement devenue définitive » (l'OQTF ou obligation de quitter le territoire). Il précise en outre la réduction du maintien des droits après expiration du titre de séjour, de un an à six mois.

En pratique, ce sont près de 800 000 personnes étrangères, en situation régulière, détentrices de titres de séjour renouvelés chaque année qui seront impactées. Ces personnes disposaient auparavant d'un délai pour produire leur titre de séjour à la caisse d'assurance maladie. Ce délai de prolongation des droits permettait avant tout de pallier les carences des préfectures qui ne délivrent pas à temps les documents pourtant prévus par la réglementation. Pour les personnes visées par cette

mesure cela signifie des démarches répétées et épuisantes.

Ces durcissements, applicables depuis le 15 novembre, représentent un non-sens du point de vue sanitaire, avec à la clé des renoncements aux soins et des dégradations de l'état de santé des personnes déjà particulièrement vulnérables du fait des conditions de vie indignes qui leurs sont imposées. Ces restrictions sont avant tout dictées par une politique migratoire de plus en plus répressive sur le territoire et aux frontières.

Contre ces attaques c'est se mobiliser pour la régularisation des sans-papiers, et une même couverture pour touTEs avec remboursement à 100% par la sécurité sociale.

Christian Bensimon

Les Nôtres**Lotfi Chawqui**

Lotfi, notre camarade, notre ami est décédé ce vendredi 20 novembre.



Lotfi est arrivé en 1987, à 20 ans, à Grenoble avec son amie Fadela pour leur première année à Sciences Po. Un couple libre qui s'était formé au lycée Descartes à Rabat, narguant toutes les normes familiales, curieux, joyeux, concerné et insouciant. Un duo redoutable : lui brillant et charmeur et elle super dynamique et exigeante.

Enthousiasme dans les luttes

Lotfi est vite devenu un pilier du groupe des jeunes révolutionnaires actifs dans toutes les luttes, syndicales, politiques, internationalistes. Excellent débattre et déjà très cultivé, il animait souvent les soirées étudiantes. Les camps jeunes de la IV^e Internationale lui ont permis de se faire connaître et apprécier bien au-delà de la sphère grenobloise. À Grenoble, il était déjà de tous les combats. Il savait penser le mouvement qu'il fallait au bon moment. Il avait l'internationalisme chevillé au cœur mais s'insérait dans toutes les campagnes avec la même énergie.

Puis il est reparti quelque temps au Maroc. Où il a animé le mouvement des diplômés chômeurs. Il a également participé à la création d'Attac Maroc. De retour à Grenoble, il s'est réinvesti à la LCR avec le même enthousiasme dans les luttes du moment avec une attention particulière aux mobilisations de la jeunesse, mais aussi la campagne pour les élections européennes de la LCR en 1999 ou pour le « Non » au référendum sur le traité européen. Au début des années 2000, actif dans le mouvement altermondialiste, Lotfi avait contribué fortement à la construction d'une mobilisation contre les interventions impérialistes en Afghanistan et en Irak. Il était curieux de tout, voulait tout, se lançait dans toutes les campagnes avec une lucidité et un enthousiasme contagieux. Et il soutenait ses camarades marocains dans toutes leurs luttes, printemps arabes, Mouvement du 20-février. Il nous laisse une cinquantaine d'articles et communiqués. Et deux livres.

Au niveau national, il a contribué fortement à la structuration d'une intervention collective sur les questions internationales, partageant généreusement ses contacts, son expérience toujours concrète, ses réflexions et ses écrits sur le Maroc.

Capacité d'analyse, simplicité et pédagogie

Il était partout mais il n'était pas pour autant dispersé. Il avait une capacité d'analyse des situations qu'il savait résumer avec simplicité et pédagogie. Il croyait fermement à l'émancipation de notre classe. À certaines conditions : la perspective du socialisme, la rupture avec l'appareil d'État, la stratégie d'auto-organisation des masses. Il fallait que ces trois conditions tiennent ensemble pour que la transformation révolutionnaire advienne. Enfin, Lotfi nous a fait comprendre concrètement ce que voulait dire être étranger dans ce « pays de la déclaration des droits de l'homme ». La peur au ventre dans les manif ou au passage des frontières dans le car quand on allait manifester. Nous n'oublions jamais, lors d'un rassemblement devant le CRA de Lyon, le regard de haine et cette phrase d'un des flics à l'intention de Lotfi : « Toi je t'ai vu et je me rappellerai ». Parce qu'il vivait tout cela et bien d'autres humiliations aussi, il a compris très vite et soutenu les révoltes des banlieues.

Lotfi aimait joyeusement la vie et tout ce qu'elle contient, les copains et copines, les enfants, le vin, la fête ! Que de fois il a vécu l'un après l'autre deux réveillons la même nuit de la nouvelle année ! Et il aimait à la folie ses enfants Taori, Camil, Maya et Mathis. Et Valérie, que nous avons aimée avant de la rencontrer tellement il nous parlait d'elle avec tendresse et admiration. Et qui l'a tellement soutenu dans ses derniers mois.

Comme disent tes amis marocains : « Que la terre te soit douce » Lotfi !

Ses camarades

The sky is the limit!

Ceci est le premier des deux épisodes d'une petite chronique sur les finances de la séquence électorale 2020 aux USA.

Si l'on en croit *Libération*¹, celle-ci a vu 13,3 milliards de dollars partir en fumée pour la présidentielle (primaires comprises) et les élections au Congrès. Ce total s'élevait à 6,8 milliards de dollars en 2016 (+ 100 %) et à 4,7 milliards en 2000 (+ 180 %). Les Démocrates ont flambé 8,4 milliards contre 3,4 milliards en 2016 (+ 150 %), et 2 milliards en 2000 (+ 320 %). Les Républicains ont claqué 4,8 milliards contre 3,3 milliards en 2016 (+ 45 %), et 2,5 milliards en 2000 (+ 90 %).

« Ce sont les 0,0001% qui comptent »

Sans surprise, le poids des milliardaires dans le processus s'est lui aussi alourdi. D'abord sous la forme d'auto-financement. Les « Démocrates » Bloomberg et Stelter ont dépensé 1 milliard et 300 millions de dollars pour leurs candidatures respectives à la primaire. Ensuite en tant que donateurs. Les 100 plus gros donateurs de cette séquence électorale ont dépensé 1,3 milliard de dollars. Mieux, le plus gros donateur républicain a versé 180 millions de dollars à



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

lui seul, talonné par le champion des Démocrates avec 110 millions. Finalement, comme le note avec ironie un professeur de droit de l'université de Columbia cité par *les Échos*² : « Les critiques des inégalités américaines parlent souvent des "1%" de la population, mais en ce qui concerne le financement des campagnes, ce sont les 0,0001% qui comptent ». On se consolera (ou pas) en notant que plusieurs dizaines de millions de personnes ont versé des dons inférieurs à 200 dollars, pour un total de 3 milliards sur 13 milliards (soit 22 % contre 15 % en 2016).

Sans surprise, les 2/3 de ces petites contributions ont été levées par les Démocrates, et en particulier leurs candidats les plus radicaux, Bernie Sanders en tête, pour qui le refus des dons d'entreprises et de milliardaires constituait un positionnement politique de fond.

Les finances du NPA sont structurellement précaires

L'inflation déjà ancienne et continue des budgets électoraux américains a connu une récente et puissante accélération en 2008 quand Obama décida, démarche inédite, de se passer de tout financement

public et donc de s'affranchir d'une réglementation encore (un peu) contraignante. Un arrêt historique de la Cour suprême daté de 2010 fit sauter les derniers verrous en levant les dernières limites encore existantes sur le financement privé. Désormais, *the sky is the limit!*

En comparaison, quoi que l'on pense du système de financement électoral en France, la dernière élection présidentielle de 2017 a vu 11 candidats dépenser... 60 millions d'euros. Et s'il l'on resserre encore la focale sur une petite organisation anticapitaliste nommée NPA, il faut savoir que le budget de campagne de Philippe Poutou s'est élevé pour l'occasion à 780 000 euros. Certes, ce montant a été remboursé par l'État. Mais il a fallu avancer des fonds avant que l'obtention des fameux « parrainages » ne débloque un prêt bancaire. Autrement dit, il existe aussi un ticket d'entrée financier à l'élection présidentielle. Comme nous le répétons sans jamais faiblir, les finances du NPA sont structurellement précaires et notre campagne de souscription annuelle a pour but immédiat de permettre le bouclage de notre budget courant. Elle est donc vitale ! Mais à l'image d'une fusée dont les étages se détachent successivement, la réussite de cette campagne permet, à partir d'un certain palier, d'envisager certaines échéances exceptionnelles !

1 – https://www.liberation.fr/planete/2020/11/03/presidentielle-americaine-les-democrates-explorent-les-compteurs-de-dons_1804294
2 – <https://start.lesechos.fr/societe/culture-tendances/dou-viennent-les-11-milliards-de-dollars-depenses-pour-les-campagnes-americaines-1257337>

Seine-Saint-Denis**Des habitantEs s'organisent contre les saccages liés aux jeux Olympiques**

Profitant d'une initiative nationale « contre la réintoxication du monde » impulsée par une large coalition, des habitantEs de Seine-Saint-Denis ont décidé de s'emparer de la date du mardi 17 novembre pour manifester contre les effets délétères des jeux Olympiques et paralympiques (JOP) sur le 93.



EXTINCTION REBELLION

JOP permettent avant tout d'accélérer des tendances déjà à l'œuvre au sein du Grand Paris : multiplication des investissements immobiliers spéculatifs et éloignement des plus précaires du centre de Paris. La « loi Olympique » permet de déroger aux obligations légales relatives à la démocratie participative régissant normalement les grands projets urbains. Tout cela au détriment des habitantEs du 93 dont les besoins

ne sont pas pris en compte et qui se voient littéralement chassés ou intoxiqués par les travaux liés aux JOP. Il est par exemple prévu :
– la construction d'un échangeur autoroutier à proximité immédiate d'un groupe scolaire de 700 élèves âgés de 3 à 12 ans ;
– la destruction de plus de 10 000 m² de jardins ouvriers vieux de 100 ans et de 70 000 m² du parc Georges-Valbon à la Courneuve, poumon vert

du 93, malgré la présence d'espèces protégées ;

– l'expulsion de près de 300 résidents du foyer Adef à Saint-Ouen sans solution satisfaisante de relogement.

Ultime provocation, dans un territoire où les logements insalubres sont légion, il est prévu la construction d'un hôtel de luxe de 700 chambres.

Comme pour les précédents JOP, les coûts d'entretien de la plupart des infrastructures qui seront construites reviendront ensuite aux collectivités locales qui n'auront pas les moyens de les entretenir sauf à les rendre payantes. Là encore, en décalage total avec les besoins des habitantEs du 93.

Une partie des travaux débutera au premier semestre 2021. La mobilisation devra alors gagner en force et en radicalité sous peine d'encaisser des défaites irréversibles. Il est essentiel que les activistes, les forces vives et les habitantEs du 93 s'investissent dans les mois à venir dans cette lutte pour construire cette mobilisation et renforcer les chances de victoire.

Elisa et Hugo
(NPA Pantin-Aubervilliers)

Roman graphique

Sourvilo, d'Olga Lavrentieva

Traduit du russe par Polina Petrouchina, Actes Sud BD, 314 pages, 28 euros.

En Russie, les grands-mères sont la mémoire vivante de l'histoire tragique de leur pays. « Mon enfance s'est arrêtée à 12 ans en novembre 1937 » confiait, en 2017, Valentina Vikentyevna Sourvilo à ses petits-enfants. Sa petite-fille Olga a voulu faire un roman graphique du témoignage de cette grand-mère adorée. Valentina, surnommée Valia, est une survivante des grandes purges stalinienne puis du siège de Leningrad pendant la Seconde Guerre mondiale. Son père, Vikenty Kazimirovitch Sourvilo, d'origine polonaise et bolchevik de la première heure, contremaître dans une usine stratégique du chantier naval de Leningrad, a été arrêté en 1937 comme des milliers d'autres militants révolutionnaires et des centaines d'autres milliers de « soviétiques ». Valia sera poursuivie par la vindicte stalinienne et la « rumeur » pendant des dizaines d'années. Elle ne pourra pas suivre les études auquel son niveau scolaire la destinait ni trouver un travail qualifié mais surtout, toute sa vie, elle cherchera son père et aura toujours peur pour les siens.



dans l'armée et disparaîtra rapidement. La famille Sourvilo est expulsée de l'appartement tant aimé par les filles et expédiée en Bachkirie¹ en plein hiver. Commence une vie difficile pleine de vexations de la part des autorités mais pas des autochtones musulmans. Tout est refusé aux petites filles (comme les colonies de vacances avec les Komsomols²) mais pas la scolarisation. Liala, l'aînée, obtient son brevet et la carte d'identité et de voyage qui y est liée. Sa mère la réexpédie à Leningrad trouver un travail et des traces du père. Valia obtient à son tour le précieux sésame. Elle ne veut pas quitter sa mère qui se meurt de chagrin et de fatigue. Valia à peine partie, la mère chérie mourra.

1941-1943, le siège de Leningrad et la grande famine
Valia retrouve sa grande sœur à Leningrad qui occupe un très modeste emploi et une chambre minuscule. Par négligence ou bienveillance d'un bureaucrate, Valia peut continuer sa scolarité au lycée technique où elle brille. L'invasion de l'URSS par les nazis en juin 1941

interrompt les études et change la donne. Interdite de défense nationale ou de poste stratégique dans l'industrie en raison de la condamnation du père, elle est envoyée dans un hôpital pénitentiaire de la grande banlieue de Leningrad où elle apprend le métier d'infirmière au pavillon des mourants et des maladies infectieuses. Liala, la grande sœur, meurt sous les bombes en janvier 1942. Valia, moribonde, se promet de survivre pour sa sœur, pour sa mère et pour son père. En février 1943, les nazis sont repoussés, la vie « ordinaire » peut reprendre sauf pour Valia qui, après un stage de statistiques, se voit refuser tous les emplois jusqu'à ce qu'un directeur ne « voie » que ses résultats scolaires. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, voilà que Petia, un lointain cousin, bardé de décorations et haut-gradé, revient vivant du front et la demande en mariage conformément à une promesse d'enfant.

De la réhabilitation à la révélation de la monstrueuse vérité

Jamais Valia n'a cessé d'écrire aux autorités au sujet du sort de son père. En 1958, les autorités militaires cassent le jugement de novembre 1937 et réhabilitent le camarade Sourvilo Vikenty. Valia et Petia vont pouvoir monter en grade mais Valia ignore toujours ce qui est arrivé à son père. En 1992, les archives secrètes du NKVD s'ouvrent. Le dossier du père est vide d'accusations mais rempli des lettres de Valia et Liala puis de Valia seule. La vérité est terrible, Sourvilo a été fusillé sans preuve onze jours après son arrestation. Nul ne sait où est son corps. À sa retraite, Valia part à la campagne et c'est là qu'elle reçoit ses petits-enfants et raconte enfin.

Une BD puissante, bouleversante, au dessin digne d'un maître

Au même titre que Svetlana Alexievitch dans *La Fin de l'homme rouge*³, Olga Lavrentieva ne tire pas d'enseignements de son récit, elle transmet une vérité que les dirigeants actuels de Russie voudraient bien occulter en réhabilitant officiellement Staline. L'autrice dessine la guerre comme jamais elle n'a été dessinée. Olga Lavrentieva impulse un souffle graphique à la fois puissant, moderne, précis, brumeux et onirique quand il le faut. Son graphisme s'épanouit autant dans les scènes de bombardements que dans celles de danse, pour trouver souvent le trait parfait. Son scénario ne se contente pas de dérouler platelement le fil de la mémoire, parfois confuse, de son aïeule. Il est rythmé par des événements dramatiques qui coïncident avec l'histoire. Un livre indispensable !

Sylvain Chardon

- 1 - La Bachkirie ou Bachkortostan est une province russe située entre Volga et Monts Oural.
- 2 - « Komsomol », mouvement large des jeunes communistes qui organisait l'activité de la jeunesse.
- 3 - *La Fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement* est un essai paru en 2013, en poche chez Babel.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

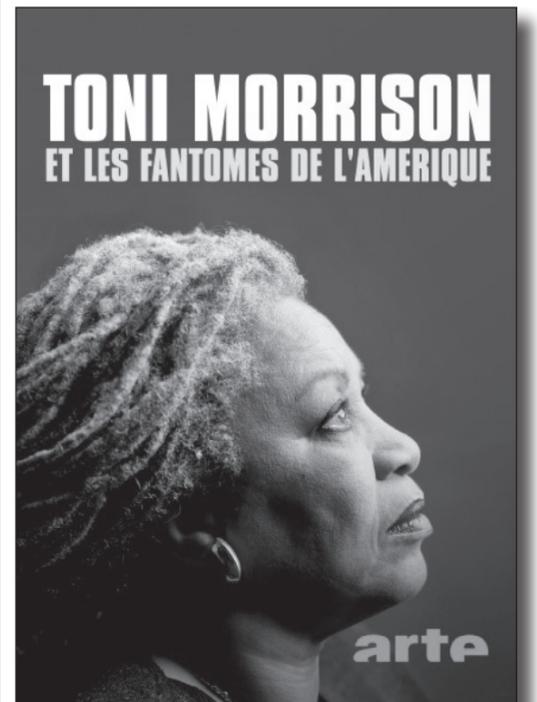
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

Documentaire

Toni Morrison et les fantômes de l'Amérique

ARTE propose, jusqu'en février 2021, un documentaire « Toni Morrison et les fantômes de l'Amérique », consacré à cette grande écrivaine (1931-2019), première femme noire à obtenir le Nobel de littérature. En ligne sur <https://www.arte.tv/fr/videos/092156-000-A/toni-morrison-et-les-fantomes-de-l-amerique/>.

On le sait, l'Histoire est écrite par les vainqueurs. Ce que tente de faire Toni Morrison, c'est de remettre à sa place l'histoire des Afro-Américains, de l'esclavage au racisme structurel d'aujourd'hui en passant par la ségrégation qu'elle a bien connue. Le documentaire explore cette question autour du plus célèbre de ses livres, *Beloved*, qui part d'un fait réel.



« Serai-je autorisée enfin à écrire sur les Noirs sans avoir à dire qu'ils sont noirs ? »

En 1856, une esclave et ses enfants s'enfuient et se réfugient dans un État libre. Mais comme le droit le permettait, l'ancien propriétaire vient reprendre ses « biens ». La mère préfère alors tuer sa fille pour qu'elle ne vive pas ce qu'elle a vécu. Dans l'œuvre de Morrison, le fantôme de la fillette bien-aimée revient auprès de sa mère, et toutes les horreurs endurées par leurs ancêtres afro-américains resurgissent. Ce fantôme n'est en fait que le retour d'une mémoire qui a traversé les temps, de l'esclavage jusqu'à aujourd'hui. Mais ce n'est pas une histoire « communautariste » ni « victimaire » que construit Morrison : « Serai-je autorisée enfin à écrire sur les Noirs sans avoir à dire qu'ils sont noirs, comme les Blancs écrivent sur les Blancs sans dire qu'ils sont blancs ? » Tout le contraire d'une revendication strictement mémorielle au sens où l'on sortirait un événement de l'histoire, sans profondeur de champ, hors contexte, pour en faire une sorte d'absolu bon à construire un roman national ou soutenir une idéologie. Il s'agit bien plutôt de montrer les Afro-Américains comme sujets dont l'histoire est constitutive de celle des États-Unis¹.

Le documentaire lie, dans une construction fluide et vive, l'évocation du livre, des extraits d'interview de Toni Morrison à l'imposante personnalité (on aurait pu parler de force tranquille si l'expression n'avait été jadis dégradée), les commentaires de militants des droits civiques, d'artistes, des images et films d'archives, depuis les lynchages qui avaient traumatisé, enfant, le père de Toni jusqu'aux manifestations Black Lives Matter de maintenant : du noeud coulant au genou sur le cou ! On reverra avec plaisir Angela Davis lier le racisme au développement du capitalisme. On n'oubliera pas enfin la bande son, somptueuse.

Jean-Louis Farguès

1 - Très significatif est le jugement (réel) de la mère infanticide: les abolitionnistes demandaient à ce qu'elle soit condamnée pour crime, les esclavagistes obtinrent la condamnation pour vol (des enfants). Dans le premier cas, c'était reconnaître sa pleine et entière qualité de sujet humain responsable, dans le deuxième elle n'était qu'un objet, propriété avec ses enfants de son patron.

Essai

La Chauve-souris et le capital, d'Andreas Malm

Traduit de l'anglais par Étienne Dobenesque, éditions la Fabrique, 248 pages, 15 euros.

L'auteur de *l'Anthropocène contre l'histoire* (la Fabrique, 2017) et de *Comment saboter un pipeline* (la Fabrique, 2020) récidive, et c'est une bonne nouvelle. Dans *La Chauve-souris et le capital*, Andreas Malm, géographe marxiste suédois, actualise sa démarche et ses analyses écologistes au moyen d'une « enquête » sur le Covid.

« Ce monde pourrait être laissé tranquille »

Déforestation, commerce des animaux sauvages, circulation accélérée des personnes et des marchandises : pour Andreas Malm, l'émergence et la diffusion de l'épidémie de Covid-19 porte le sceau du capitalisme mondialisé. L'auteur relate ainsi les effets de la déforestation, qui provoque de brutaux déplacements d'espèces animales, et multiplie les lieux de « rencontres » improbables entre espèces, qui sont autant de foyers propices à la constitution et à la diffusion de nouveaux virus. Des virus qui atteignent de plus en plus, et de

plus en plus rapidement, les êtres humains, du fait de leur présence accrue dans des zones où ils sont au contact d'espèces « sauvages », mais aussi du commerce lucratif des animaux dits « de brousse ».

Égoïsme des pays riches

Andreas Malm interroge également les stratégies mises en œuvre par les gouvernements pour tenter de freiner la diffusion de l'épidémie de Covid. Implacable constat là encore : le branle-bas de combat international s'explique par le fait que ce sont les pays capitalistes les plus riches qui ont été rapidement l'épicentre de la pandémie. Les mesures draconiennes mises en place (couvre-feu, confinement, etc.), imposées par l'état de débordement des services de santé, sont analysées comme autant de décisions visant à éviter de véritables scandales sanitaires (hôpitaux débordant de malades ne pouvant être accueillis, centaines de milliers de morts), mais aussi comme autant de démonstrations de l'égoïsme des pays riches, capables de prendre



des mesures radicales uniquement quand « leurs » populations sont concernées.

« Léninisme écologique »

Dans la dernière partie de l'ouvrage, Andreas Malm revient sur l'attitude des révolutionnaires russes, et notamment de Lénine, face à la

« catastrophe imminente » : « La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : ou bien périr, ou bien confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production. »¹ Pour l'auteur, les militantEs écologistes anticapitalistes devraient actualiser une telle démarche, en expérimentant un « léninisme écologique » vu comme une « boussole de principes », qui assume une radicalité et une posture d'urgence liées à l'imminence de la catastrophe finale, défende le caractère éminemment conflictuel des revendications écologiques et l'impossibilité de parvenir à des compromis avec les capitalistes, en se situant dans une démarche de classe... et de mobilisation.

Julien Salingue

1 - V.I. Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », dernier chapitre (1917).

